Vol. 5, No. 17 • Du 9 au 15 Novembre 2011 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

QUI EST RESPONSABLE DE L'ARRESTATION DU DÉPUTÉ BÉLIZAIRE ?

Voir page 4



De gauche à droite : le secrétaire d'Etat de la Sécurité publique Réginald Delva, le ministre de l'Intérieur et de la Défense Thierry Mayard Paul, le Premier ministre Garry Conille et le directeur de la PNH Mario Andrésol

DES HAÏTIENS ASSIGNENT L'ONU POUR L'INTRODUCTION DU CHOLÉRA EN HAÏTI !

Voir page 4



À l'ONU Dag Hammarskjold auditorium, les avocats Brian Concannon (à gauche) de l'Institut pour la Justice et de la Démocratie (IJDH) à Boston, et Ira Kurzban des Kurzban Kurzban Tetzeli Weinger & Pratt à Miami demandent des indemnités financières de l'ONU pour les pétitionnaires, des mesures constructives pour prévenir la propagation du choléra, une reconnaissance formelle et des excuses de l'ONU pour leur responsabilité d'avoir introduit le choléra en Haïti



La mairesse de Pétion-Ville en difficulté !

Page 3



Cinq ans pour une goutte d'eau

Page 8



Argentine et Etats-Unis: pourquoi Cristina Fernández gagne, Obama perd

Page 10



Nicaragua: puissante victoire de la politique sociale des sandinistes

Page 18

Le diktat des Etats-Unis !

Par Berthony Dupont

Qui donc se doutait encore que les Martelly, les Conille et tant d'autres individus placés au timon des affaires de l'Etat haïtien ne sont que des instruments, des exécuteurs fidèles au service de la gigantesque entreprise impériale ! Qui donc doutait encore qu'ils recevaient leurs instructions et appliquaient scrupuleusement leurs décisions ? Il n'est pas à nier, en effet, que les derniers développements semblent à première vue avoir porté une illustration nette à cette tactique que les maîtres de l'empire essaient de perpétuer et qui fait aujourd'hui plus que jamais ses preuves. Manœuvre bien orchestrée et destinée à détourner l'attention populaire du monumental gâchis de ces responsables.

Ce n'est pas verser de l'huile sur le feu de cette lutte mortelle pour le pouvoir, sauf que cette grave situation qui prévaut ne saurait nous laisser indifférents. Cette situation qui se développe est extrêmement délicate et dangereuse pour l'avenir de la Nation avec ces hommes sans aucun scrupule aux commandes. Ces mercenaires de la politique qui ne travaillent que pour réduire le pays à un Etat de parias, ces dirigeants actuels, qu'ils soient de l'Exécutif, du Parlement et du pouvoir Judiciaire vivent tous aux dépens d'un gouvernement obscur que dirige le fameux Bill Clinton.

Comment le peuple haïtien peut il se laisser diriger par des hommes-toupies qui n'ont aucune colonne vertébrale ? Voilà qu'à la suite de l'affaire Martelly-Belizaire, aucun de ces dirigeants n'a le courage de faire honneur au titre qu'il détient en prenant ses responsabilités. Ils déclarent tous qu'ils n'étaient pas au courant quand tout ce reniement en bloc vient du fait que Clinton a haussé le ton et a même forcé la caricature de Chef d'Etat à sortir de sa convalescence pour rentrer immédiatement dans le pays. Le colon a tout simplement brandi de terminer la bamboche et de tourner la page au cas où l'esclave se refuserait à respecter les règles du jeu. Voilà à quel si bas niveau ces valets fantoches ont traîné le pays.

Ainsi arrivé à l'aéroport, Martelly se comportant en enfant docile, répétant mot à mot les consignes qu'il a reçues en les plaçant n'importe comment dans des bouts de phrase mal agencés, s'est comporté comme un robot, se contentant de répéter tout ce qu'on lui avait ordonné de faire en déclarations : Je vais laisser au Premier ministre le soin de gouverner le pays, s'exclama t-il sans honte aucune. En s'exprimant ainsi, c'est avouer qu'il n'était pas dans son intention de laisser diriger le Premier Ministre. Depuis quand le pays a commencé à produire de telle espèce à figure d'homme ?

Mais pourquoi l'internationale a-t-elle tapé aussi fort sur les doigts du Président ? C'est du fait que l'objectif caressé : « diviser pour régner » a atteint son objectif, savoir libérer la Primature de l'influence de la Présidence, d'où cette âpre querelle autour de l'arrestation de Belizaire qui s'est soldée par la victoire de Garry Conille, l'ancien chef de cabinet de Clinton.

Quoi qu'il en soit un fait demeure certain, Martelly et Conille jouissent tous les deux des faveurs de Clinton en raison de leurs communs sentiments pro-américains et n'auront rien à perdre si seulement ceux des haïtiens qui ont encore du courage et du caractère s'abstiennent à revendiquer leurs droits de diriger leur propre pays, se soumettant ainsi à si bon compte au défaitisme.

Par ailleurs, comme il n'y a jamais deux sans trois, le législatif ne sera lui aussi pas mal éclaboussé, ce qui explique les magouilles de certains sénateurs tels que Lambert et Latortue les deux chefs de file qui devant l'imminence de la fin de leur mandat voudraient coûte que coûte s'accrocher au gouvernement pour ne pas inciter l'international à revenir sur leur dossier, vue qu'ils n'auront plus de recours à une quelconque immunité.

Lorsque Clinton a appelé Martelly pour le ramener à l'ordre, qu'est ce qui a retenu et empêché ce musicien aux habitudes vulgaires et obscènes d'injurier également la mère du représentant de la Métropole ? Non, il s'est comporté en docile et vulgaire domestique, puisque les propos arrogants et orduriers auxquels il a l'habitude ne sont que pour les Haïtiens. Il n'était pas supposé manquer de respect au colon mais bien lui obéir.

En disant qu'il ne sait rien ni de près ni de loin de l'arrestation du député Bélizaire, Martelly a effrontément menti à la Nation. Comment pouvons-nous alors savoir quand il ment et quand il dit la vérité. Même au sujet de l'armée qui était son dada favori, il a été fermement désapprouvé par les forces impérialistes qui lui ont rabattu le caquet, d'où cet aveu (forcé) : « Je veux que la police sache que la réformation de l'armée est une promesse de campagne que nous ferons lorsque nous serons prêts dans un temps bien précis » déclara t-il sans aucune gêne au cours d'une visite à la Direction générale de la PNH.

Jusques à quand allons nous tolérer ce singulier personnage, ce malheur, cette malédiction imposée au pays ? N'y a-t-il pas urgence de mobilisation populaire pour désavouer le mercenaire Martelly ?

Ne sachant pas qu'il est responsable de toute action du gouvernement qu'il préside et de la Nation qu'il dirige, le président Martelly mérite d'être destitué par le législatif pour incompétence et incapacité de gouverner la nation, à moins qu'ils se logent à la même enseigne.

Nous exhortons toutes les personnes éprises de justice et de liberté à lutter pour se libérer des valets de l'impérialisme et du néo-colonialisme. Que la lutte soit menée sur tous les fronts ! Le jour de la libération viendra comme le fruit qui mûri, tombe de l'arbre de la raison combattante du peuple.

« Je vous ai compris », a-t-il lancé au salon diplomatique de l'aéroport pour paraphraser l'éminent chef d'Etat français, Charles De Gaulle, mais ignorant que cette déclaration de de Gaulle, était suivie de sa démission.

Même quand vous n'avez pas compris la pensée du Général français, ayez quand même Martelly, le courage de suivre ce geste de grandeur de l'autre, avant qu'il ne soit trop tard !

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Expulsion en Haïti du chef de gang Tipon Mathieu

Le lundi 17 octobre dernier, sur une décision finale de la justice canadienne, le chef de gang de la Rue Pelletier, dans le Montréal nord, Bernard Mathieu, alias Tipon, 40 ans, a été expulsé vers son pays d'origine, Haïti par les autorités de l'Immigration canadienne. Le chef de gang Bernard Mathieu (Tipon) qui a été condamné à 10 ans d'emprisonnement pour ce que, la justice au Canada a appelé « Grande criminalité » et son avocat, avaient tenté d'éviter en mai dernier sa déportation en Haïti, en évoquant le motif humanitaire. Sa requête a été refusée par l'agent d'immigration canadienne en charge de son dossier. Bernard Mathieu (Tipon) dirigeait un violent réseau de dealers de drogue, importateurs et vendeurs de cocaïne, avait établi son quartier général à la Rue Pelletier, dans le Montréal nord. Accompagné de ses complices, il a été ensuite repris pour ses récidives, puis condamné à 3 ans d'emprisonnement. Relâché en avril 2011, il a été arrêté quelques semaines plus tard par les agents de service frontalier du Canada. Il a été cette fois libéré à la faveur d'une grasse caution de 120 mille dollars US. Par ailleurs,



Bernard Mathieu (Tipon)

Jameson Séïde qui est lui aussi un voyou de rue, membre de gang, a été mis sur la liste des criminels haïtiens, devant être expulsés en Haïti par les autorités canadiennes. Appartenu au gang Des bleus, du côté de MontRéal nord, il a été appréhendé dimanche dernier par la police de MontRéal. En attendant sa déportation en Haïti, il est détenu par les agents de service frontalier.

La mairesse de Pétion-Ville en difficulté!

Par Jackson Rateau

Les informations issues de l'agence en ligne Haïti Presse Network, ont fait état d'une échauffourée survenue dans la commune de Pétion-Ville le samedi 5 novembre dernier. Selon ces informations, des hostilités éclatées dans l'aire du marchée de Pétion-Ville entre les Petits détaillants et les agents municipaux ont occasionné la mort d'une marchande de 22 ans qui a été frappée par un agent municipal. C'était une situation de forte tension à Pétion-Ville qui a paralysé les activités pendant toute la journée du samedi, alors que des manifestants, rouges de colère, ont érigé des barricades enflammées, bloquant plusieurs rues de la ville. Ces affairistes du pouvoir en place, ont gagné les rues, lançant des pierres et des tessons de bouteilles contre une maison où des agents de la mairie étaient pris en otage. Dans un communiqué rendu public



La mairesse Claire Lydie Parent

le lundi 7 novembre dernier, la mairesse Claire Lydie Parent, dénonçant les actes malhonnêtes de ce secteur à Pétion-Ville et clarifiant la situation qui prévalait dans la ville le Week-end dernier, a réagi comme suit : « Au secours ! Au secours. C'est ce cri qu'a lancé la mairie de Pétion-Ville à l'endroit des autorités concernées. Ca fait déjà longtemps que les employés de la Mairie de Pétion-Ville se trouvent en difficulté d'accomplir leurs travaux correctement. Des voyous de tout acabit, des politiciens nouveaux venus se sont œuvrés à accomplir la sale besogne, nous empêchant à accomplir nos plans pour la commune de Pétion-Ville. Ils ont incité les marchandes à laisser le marché pour s'installer dans la rue. Des voyous qui se font passer pour des inspecteurs de la Mairie, sont payés pour lancer des pierres, battre des marchandes, puis accuser la mairie d'être responsable. Ces gens n'aiment pas Pétion-Ville. Si vous êtes un bon candidat, présentez votre programme et votre source de financement. Cessez vos sales manœuvres. De grâce, je vous prie de cesser d'allumer le feu dans la ville, de lancer des pierres, d'intimider les employés. Pétion-Ville c'est notre commune, c'est notre ville, nous l'aimons. Les pétion-villois nous aiment aussi. Nous travaillons au bonheur de Pétion-Ville... »

Une centaine de voyageurs clandestins haïtiens échouée aux Bahamas et rapatriée en Haïti

Le soir du samedi 5 novembre dernier, un voilier de fortune, surchargé d'une centaine de voyageurs clandestins haïtiens, s'est échoué au large des côtes bahaméennes. Le bateau qui se trouvait à la dérive jusque sur l'extrémité de l'île Harbour Island, Bahamas, avait finalement atteint la localité d'Abaco sur l'île. Accompagnés de la police d'Eleuthera les migrants haïtiens ont été transportés à Harbour Island au moyen de deux navires bahaméens. L'inspecteur Elvin Missick et le conseiller en chef auprès de l'Immigration bahaméenne, Johnson Tremaine, ont félicité les citoyens de Harbour Island pour leur assistance aux voyageurs haïtiens, notamment en vêtements et en nourriture. Par ailleurs, préalablement à cet incident, le jeudi 3 novembre dernier, sur le Harbour Island, les agents d'immigration, ont interpellé une soixantaine de compatriotes haïtiens et ont trié 44 d'entre eux dont 23 hommes, 17 femmes et 4 enfants non documentés dans le pays. Ainsi le lundi 7 novembre dernier, tous les 160 compatriotes haïtiens ont été rapatriés en Haïti par les autorités bahaméennes.

Qui est responsable de l'arrestation du député Bélizaire ?



Quatre membres du bureau du Sénat

Par Pierre-Junior Dessalines

Le plus grand acte illégal et arbitraire commis par le gouvernement néo-duvaliériste Martelly/Conille a été l'arrestation ou la séquestration du député de Delmas/Tabarre, le jeudi 27 Octobre dernier. Depuis lors, le Sénat de la République est à la recherche de la vérité. Des sénateurs posent cette question, qui est responsable de l'arrestation du député Arnel Bélizaire à l'aéroport International Toussaint Louverture, qui constitue une violation grave de la constitution haïtienne de 1987 ?

Pour essayer de trouver une répondant aux questions des journalistes, il a répondu : « De près comme de loin, la présidence n'a rien à voir avec ce qui s'est passé. » En réplique, le sénateur de l'Artibonite, Anick Joseph François disait devant l'assemblée des sénateurs : « La présidence disait qu'elle n'était pas responsable de l'arrestation du député Bélizaire, mais le président Martelly est responsable. »

Le sénateur du Nord, Moïse Jean-Charles, de son côté a invité les sénateurs à ne pas passer par quatre chemins pour trouver le vrai auteur intellectuel de la violation de l'article 115 de la constitution, c'est le président Martelly. « Pourquoi nous ne demandons pas à la Chambre des députés, selon l'article 186 de la constitution, de



De gauche à droite : Réginald Delva, Thierry Mayard Paul, Garry Conille et Mario Andrésol,

réponse à cette question, le Sénat a déjà organisé deux (2) séances jeudi 3 et samedi 5 Novembre et des Commissions ont été formées par le bureau du Sénat et par le Premier ministre, Garry Conille. Les membres du Conseil Supérieur de la Police Nationale d'Haïti, (CSPN) ont été convoqués par le Sénat. Deux membres du gouvernement ont été également interpellés par le Sénat le jeudi 3 novembre, séance reportée pour le samedi 5 novembre, à nouveau reportée pour le mardi 15 novembre.

La Chambre des députés, pour sa part, lors d'une séance spéciale tenue le vendredi 28 Octobre, exige la démission de 3 membres du nouveau gouvernement Martelly/Conille: le ministre de la Justice, Josué Pierre-Louis, le ministre de l'Intérieur, Thierry Mayard Paul, le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Michel Brunache et le Commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Félix Léger. De plus les députés ont dit ne plus reconnaître leur autorité en attendant la rentrée de la première session législative de Janvier 2012. Jusqu'à date, seul le Commissaire du gouvernement, Felix Leger est mis en disponibilité.

Entre-temps le dossier du député Arnel Bélizaire a été transféré au Cabinet d'Instruction, par devant le juge Bernard Saint-Vil ; une séance d'audition a été prévue pour le mardi 8 Novembre.

De son retour des Etats-Unis, le jeudi 3 novembre, le président, Michel Martelly s'est lavé les mains dans cette affaire, mais il n'a accusé personne. En

se prononcer sur la mise en accusation du président de la République pour violation de la Charte fondamentale de la nation ? »

Le sénateur de l'Ouest, Steven Irvenson Benoît, dans sa motion de censure a qualifié l'arrestation du député Bélizaire de manœuvre liée au népotisme, au clientélisme, à des fossoyeurs de la loi, à une tentative de répression, une velléité de dictature, une vassalisation de la justice. En terme de recommandation, il a proposé à l'assemblée : « Il est donc demandé à l'Assemblée de renvoyer définitivement du gouvernement le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, Josué Pierre-Louis, et le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, Michel Brunache, co-auteur d'une telle barbarie politique (l'arrestation du député), à charge pour la chambre des députés en ce qui la concerne de poursuivre sur cette même lancée à la rentrée parlementaire en janvier 2012 ».

Outre les deux membres du gouvernement, il a été aussi conseillé à l'Assemblée de demander, à qui de droit, la mise à pied du commissaire du gouvernement, Me Félix Leger, la mutation avec rétrogradation du Directeur Central de la Police Judiciaire, Gaudeson Aurélus, et un rappel à l'ordre du chef de la MINUSTAH.»

Le président de la Chambre des députés, Sorel Jacinthe a rejeté d'un revers de la main la déclaration du président Martelly et il a soutenu : « Le président Michel Martelly est auteur et co-auteur de la séquestration du député Arnel Bélizaire. Les ministres Josué Pierre-Louis et Thierry Mayard-Paul ne sont que des exécutants. Martelly peut dire qu'il a été mal conseillé dans le traitement du dossier ; mais dire qu'il n'est pas impliqué dans l'incarcération du Collègue Bélizaire, c'est mentir à la nation. Martelly est impliqué à plus de 100% dans la séquestration du député Arnel Bélizaire. Et c'est extrêmement grave qu'il déchante aujourd'hui. Le peuple haïtien a fait un mauvais choix, il a choisi un monstre. »

L'ex-président de la Chambre des députés, Lévaillant Louis-Jeune a sévèrement critiqué l'attitude des sénateurs, lors de la séance du samedi 5 novembre. Il a qualifié cette séance de théâtre, de comédie et de démagogie qui tente d'enterrer le Parlement pour renforcer la présidence. Déterminé à sanctionner tout membre du gouvernement impliqué dans l›arrestation de son collègue, le député Lévaillant Louis-Jeune s›en prend principalement au sénateur Joseph Lambert qui, en tant que chef de file du parti majoritaire au parlement, n›affiche qu›un comportement douteux dans cette affaire. « Joseph Lambert est un général sans troupes », déclare-t-il.

L'ancien sénateur de l'OPL, Edgard Leblanc Fils qui a condamné l'arrestation d'Arnel Bélizaire, effectuée selon lui en dehors des prescrits de la constitution du 29 mars 1987 en vigueur, a précisé : « Le Parlement, la Chambre des députés et le Sénat agissent dans le cadre de leur prérogative constitutionnelle. Ils le font donc en toute légalité. Quand les Ministres sont nommés, ils sont en fonction et même si le Secrétaire d›État n›a pas encore été installé, il est nommé, et donc ils sont responsables et en charge [installé ou non] si quelque chose se produit dans le cadre de leurs attributions.

Suite à la page (19)

Alors qu' une épidémie fait rage: Des Haïtiens assignent l'ONU pour l'introduction du choléra en Haïti

Par Kim Ives

Une épidémie de choléra qui a débuté en Octobre 2010 près du cours supérieur du fleuve Artibonite, le plus grand de ce genre en Haïti, a tué à ce jour plus de 6.600 Haïtiens et rendu malades plus 475 000.

Le 3 novembre, plus de 5.000 Haïtiens survivants du choléra, ou les familles des victimes du choléra qui sont décédés, ont intenté une poursuite en Haïti et à New York contre les Nations Unies (ONU) et la Mission de stabilisation des Nations unies en Haïti (MINUSTAH) pour l'introduction de bactéries mortelles Vibrio cholerae en Haïti par le biais des soldats népalais qui font partie de la force d'occupation militaire.

La plainte de 37 pages, remise en anglais et en français au Chef de l'Unité des réclamations à la "*Log Base*" de la MINUSTAH à l'aéroport de Port-au-Prince et au bureau du secrétaire général Ban Ki-moon à New York, accuse que l'ONU « *est responsable de graves préjudices physiques et de nombreux décès dus au choléra en Haïti, provoqués par négligence, faute grave, imprudence et indifférence délibérée à l'égard de la santé et des vies des haïtiens* ».

La pétition a été écrite et soumise par les avocats Mario Joseph du Bureau des Avocats Internationaux (BAI) à Port-au-Prince, Brian Concannon de l›Institut pour la Justice et la Démocratie (IJDH) à Boston, et Ira Kurzban des Kurzban Kurzban Tetzeli Weinger & Pratt à Miami. Ils demandent des indemnités financières de l›ONU pour les pétitionnaires, des mesures constructives pour prévenir la propagation du choléra, une reconnaissance formelle et des excuses de l›ONU pour leur responsabilité d'avoir introduit le choléra en Haïti.

« *Jusqu'à ce que les actions de la MINUSTAH aient provoqué l'apparition du Choléra, Haïti n'avait reporté aucun cas de choléra depuis plus de cinquante ans* », ont écrit les avocats.

La pétition des victimes explique que l›ONU et la MINUSTAH sont tenus responsables pour des centaines de millions de dollars pour: 1) défaut de dépister et de traiter adéquatement les troupes de l›ONU en provenance de pays connaissant des épidémies de choléra, 2) le déversement des déchets non traités d›une base de l›ONU directement dans un affluent de la rivière Artibonite, et 3) défaut de répondre adéquatement à l›épidémie.

« *Cette demande offre à l'ONU une chance de démontrer qu'elle n'est pas au-dessus de ses propres lois* », a déclaré l'avocat Brian Concannon, qui, avec Ira Kurzban, a tenu une conférence de presse annonçant la plainte à l'auditorium de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld au Siège général de l'ONU à New York le 8 novembre.

La plainte établit de façon exhaustive comment de « *nombreuses études, incluant celles de l'ONU, des Centres de Contrôle et de Prévention de Maladies situés aux Etats-Unis, de la Commission d'enquête intergouvernementale franco-haïtienne du Dr. Renaud Piarroux, de l'Institut Wellcome Trust Sanger de Cambridge, en*



La plainte établit de façon exhaustive comment que le Vibrio cholérae ait été introduit dans les eaux Haïtiennes par le personnel de la MINUSTAH



Un Camp des soldats népalais qui font partie de la force d'occupation militaire en Haiti

Angleterre, et de l'Institut de Vaccins Internationaux de Seoul en Corée, ont montré que le Vibrio cholérae a été introduit dans les eaux Haïtiennes par le personnel de la MINUSTAH déployé à Haïti en provenance du Népal. »

Il y a un an, face à des enquêtes accablantes des médias et des manifestations des Haïtiens en colère, l›ONU a nié avec véhémence toute responsabilité pour l›importation du choléra en Haïti.

« *Le déni de responsabilité pour le choléra est conforme à la pratique de la MINUSTAH de nier en bloc tous les actes répréhensibles, peu importe comment ils sont bien documentés* », a déclaré l'avocat Ira Kurzban.

La plupart des pétitionnaires sont des régions de Mirebalais, Saint-Marc, Hinche, Port-au-Prince. « *Ils comprennent les agriculteurs, les enseignants et les gardiens dont les maladies ou le décès ont laissé des familles sans moyens pour satisfaire leurs besoins fondamentaux* », indique la plainte.

L'un des pétitionnaires est un parent de l'une des premières victimes du choléra qui est décédé le 22 octobre 2010 à l'Hôpital St Nicolas de Saint-Marc, laissant derrière lui sa femme et ses 12 enfants. Lorsque vous travaillez dans un champ de riz de la vallée de l'Artibonite, comme il le faisait chaque jour, la victime « *a bu du canal qui irrigue le terrain* », explique la plainte. « Peu après, il décrit à sa famille une sensation dans son estomac "comme de l'eau bouillante." Il a commencé à vomir et a passé la nuit chez eux dans des douleurs atroces. Le lendemain matin, il est allé à l'hôpital. Dans l'après-midi, il est mort. »

L'avocat Mario Joseph administrateur du BAI a dit: « *C'est une opportunité pour les Nations Unies de démontrer que ses idéaux déclarés d'éliminer la maladie et d'encourager le respect des droits ne sont pas seulement des promesses vides.* »

La plainte note que l›ONU est censée mettre en place, mais n›a pas, une Commission de revendications comme l›exige l'Accord de statut des forces (SOFA), un accord signé entre l›ONU et le gouvernement haïtien. « *Selon le SOFA, cette commission est le seul organe ayant juridiction pour statuer sur les plaintes de tiers lésés par les actions de la MINUSTAH* », ont écrit les avocats dans la plainte. « *L›ONU n›a toujours pas mis en place cette commission, empêchant par ainsi que justice soit rendue aux victimes et qu›elles obtiennent des réparations.* »

Sans se décourager, les avocats ont cherché à rencontrer Terseli Loial, chef du service juridique de la MINUSTAH. Celui-ci a demandé aux avocats de déposer les revendications de leurs pétitionnaires auprès du chef de l'Unité des réclamations de la MINUSTAH .

« *Les tribunaux ont déclaré que l'immunité ne peut pas signifier l'impunité,* » a déclaré Concannon. « *Si l›ONU refuse de fournir un forum efficace pour résoudre ces plaintes, les tribunaux nationaux le feront.* »

Minis Thierry Mayard Paul, m ape di ou bonjou

Vanitas vanitatum, et omnia vanitas

Par Fanfan La Tulipe

O bonjou o, minis o ! Azaka du régime Martelly, je vous dis bonjour mais le cœur n'y est pas. Mon cerveau, mon corps et ma conscience, tout mon être en un mot, n'y sont pas. Même ma plume ne semble pas vouloir y être non plus, elle a l'air de se cabrer à me voir écrire : o, bonjou o, minis o ! Si j'essaie malgré moi d'y être, c'est parce que en vous adressant le bonjour, j'ai voulu vous rappeler comment beaucoup de têt cho avant vous, entêtés à jouer du gros poignet, du koko makak et du pye kochon se sont révélés n'être que de petits macaques salés, simiens sans grandeur qui ont mal fini. J'espère aussi vous voir vous ressaisir, car vous avez déshonoré votre statut de ministre en vous ravalant au rang d'un vulgaire homme de main à l'aéroport international de Port-au-Prince.

Je soupçonne que vous devez avoir un excès de dihydrotestostérone circulant dans vos veines un peu flasques, mal adaptées à votre grade de ministre de l'Intérieur, de la Défense et des Collectivités territoriales. Un titre en *gwo non k touye ti chen*. Un surcroît de cette hormone mâle est déjà monté à la tête de pas mal d'hurluberlus de votre acabit avec des répercussions tragiques sur leur comportement. Vous n'avez sans doute pas connu l'époque sinistre des Bòs Pent, Luc Désyr, Luckner Cambronne, Ti Bobo, Eloïus Maître, Zaccharie Delva et autres monstres à sept cornes de la satrapie francisco-duvaliériste. Tous ont disparu de la circulation dès que le régime est tombé. Faites-vous des infusions salées de feuilles de *koko zonbi*, ça descend les effluves testostéroniques et les appétits sado-répressifs.

A la maison, quand nous autres adolescents nous en faisions trop au goût de ma grand-mère maternelle, elle avait l'habitude de nous dire : *manyè fè enpe, kite enpe*. Oui, ministre Azaka Mayard Paul, faites-en un peu, laissez-en peu. Vous êtes allé à l'aéroport le jeudi 27 octobre, vous y êtes entré avec fracas, à grand renfort de coups de pieds, bousculades, gifles, giflades, souffletades, gueulades et engueulades, autant de mouvements compulsifs qui d'ordinaire s'accompagnent de mots sales dont votre président est très friand. Même à un vulgaire subalterne qui aurait pu accomplir la même sale besogne, vous n'auriez pas recommandé un tel bas comportement. Non, ministre Mayard Paul, *fè enpe, kite enpe*. Ma grand-mère aurait ajouté : *kite oun chante pou yo chante pou ou*.

Vous savez, Mayard Paul, la rosée taille son banda aussi longtemps que le soleil n'a pas encore point dans le ciel. Mais un soleil de justice va finir par se lever, et votre banda se débandera. Il fut un temps où un militaire du nom de Jean Tassy, tout puissant chef militaire de la police secrète de Duvalier, enfonçait son stylo dans l'orbite de détenus qu'il interrogeait. Duvalier faillit le faire périr «par le même pe». Il échappa de justesse à la reconnaissance du monstre pour se réfugier au Brésil. Les tyrans, les dictateurs, apprentis ou maîtres, sont des chiens enragés. On ne sait jamais quand ils vont mordre. Vous pourriez avoir le sort de Tassy, qui sait ? Sans pudeur, vous vous êtes livré à des *estera* à l'aéroport, est-ce que vous en êtes sorti grandi ? Pas du tout. Vous voilà perçu comme une racaille d'homme genre Ti Bobo. Pire même, parce que Bobo pouvait au moins avoir un alibi : c'était un illettré. Mais vous, vous êtes éduqué, avocat de surcroît, bien imbu des lois. Comptez-vous ressusciter le boboïsme, dans une version mayarde et même plus bâtarde.



De gauche à droite Grégory Mayard Paul, Michel Martelly, Mme Véronique Roy, l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier et Thierry Mayard Paul

Ce n'est pas moi qui vais vous apprendre qu'il y a un jour pour le chasseur et un autre jour pour le gibier. Mayard, *ou tankou oun nèg sòt ki monte chwal li devan dèyè*. On a peine à croire que le fils de Constantin Mayard Paul soit descendu aussi bas, au niveau du tonton macoute analphabète qui n'existe, ne pense et n'agit que par le *pye kochon* accroché à sa taille et qui lui sert d'instinct. Cet employé de l'aéroport Toussaint Louverture que vous avez giflé du haut de votre ignorance et arrogance de lumpen bourgeois *ti frekan*, un jour viendra peut-être où il sera en position de vous dire qu'il ne se salirait même pas les mains à vous gifler. N'aurez-vous pas honte ?

Al dousman, se remèd pou kò grate. Kò w grate w, Mayard Paul. Arrêtez vos excentricités, absurdités, impudicités et fréquencités. Voyez comment Kissinger a failli se faire pincer à Paris pour crimes contre l'humanité. Il a détalé comme un lapin et n'osera plus mettre les pieds en France. En Suisse, il est recherché comme criminel de guerre. Le *gran panpan* n'est plus à la mode. Voyez comment après s'être servi d'eux, le grand boss cinquante-étoilé a expédié Cedras à Panama et Michel François se morfondre au Honduras et méditer sur la vanité des choses et le peu de respect du maître pour son *tyoul*. Le blanc-bec, enfin, le noir-bec Guy Philippe est victime d'un exil intérieur après s'être fait berner par les Apaid Junior et consorts bourgeois, alliés du «laboratoire». Réduit à gratter du *santi* dans son patelin, il médite sur la fragilité de ses futiles rodomontades, fanfaronnades, gasconnades, déblatarades et blablablades passées.

En Argentine, la Justice a rattrapé Alfredo Astiz, surnommé « L'Ange blond de la mort », lieutenant de frégate, spécialiste de la torture, dirigeant du commando spécial de l'École supérieure mécanique de la marine argentine (ESMA), l'un des centres clandestins de détention de la dictature militaire (1976-1983). Lui et 11 de ses acolytes ont été condamnés à la réclusion à perpétuité. Oui, vos actes vous suivent. Le groupe pacifiste Avocats contre la guerre a voulu interdire à George W. Bush d›entrer au Canada, en mars dernier, accusant celui-ci de s'être rendu coupable de crimes de guerre lors du conflit en Irak. Je peux vous parier que Jean-Claude Duvalier ne dort que d'un seul œil, sans oublier qu'il doit être chaque jour mort de stress. C'est le sort des méchants.

Quelle mouche martellyste vous a piqué, Mayard Paul, et vous a inoculé cette maladie contagieuse du pouvoir démesuré, excessif ? Quel misérable *lwa bosal*, quel *lwa enferyè* vous chevauchait ce jeudi 27 octobre lorsque poussé par une singulière et stupide violence vous lui avez arraché son badge à Fritz Dorcé, un employé de l'aéroport. Un de ces jours, à la manière de Ti Bobo, vous jetterez un «opposant» dans le coffre de votre voiture jusqu'à ce que mort s'ensuive, ou bien vous irez personnellement interroger un «récalcitrant» de la politique des *men kontre* présidentielles, politique préconisée par Martelly. Dites, Mayard Paul, n'avez-vous pas encore le grand goût d'assister à une séance de torture d'un de ces défenseurs des droits de la personne qui serait devenu pour vous un emmerdeur à châtier ou à châtrer ? On raconte que l'affreux tortionnaire cubain Jesús Sosa Blanco, sous Batista, ne pouvait s'endormir que lorsqu'il entendait les cris de douleur d'un étudiant militant qu'on torturait. Suivez ma plume, Mayard Paul.

Voyons, ministre Mayard Paul, mettez beaucoup d'eau dans vote vin, de l'eau gazeuse s'il vous plaît, ça calme les aigreurs d'estomac et autres aigreurs de l'existence, aigreur de ne pas être encore présidentiable, aigreur de ne pas être reconnu jusqu'à l'épisode de l'aéroport comme un «chef», aigreur de vivre sous le masque d'un homme d'Etat alors qu'au fond de vous sommeille un Bòs Pent. Quelle tristesse ! Bien que je ne sois pas un fanatique de l'Ecclésiaste qui s'ouvre malheureusement sur un constat d'impuissance et de pessimisme, je vous recommanderais quand même ce livre où l'auteur parle de vanité, au sens de « ce qui est vain». Vous me semblez être une sorte de vanité ambulante, déambulant dans les couloirs de vaine insignifiance d'un pouvoir ridicule, en plus d'être obscène. Quelle déchéance pour un homme de loi, un garçon de bonne famille mais de mœurs corrompues !

Je sais bien que la vanité est le moteur de l'humanité, des hommes au pouvoir et qu'il se trouvera toujours autour de vous des *ti sousou* pour lubrifier la mécanique de vos pulsions de «chef», mais faites attention, Haïti est une «terre glissée». Votre président est un *glisadò* né. Il aime faire glisser les gens sans même leur mettre une peau de banane sous la patte. Voyez ce qui est arrivé à Supplice, fortement pressenti pour être un ministre des Relations extérieures, il «a été glissé», supplicié. Selon la terminologie martellyste, Supplice est un glissadé. Attention, votre président est un «cynique», c'est lui qui du reste s'est défini ainsi. Qui sait ce qu'il pourrait faire de vous ?



Le ministre de l'Intérieur et de la Défense Nationale Thierry Mayard Paul

Il pourrait vous entraîner dans une glissade de type suppliciant et dont vous sortiriez avec quelques côtes cassées.

Un proverbe haïtien dit que *se nan chimen jennen yo kenbe chwal malen*. Certains parlementaires aimeraient bien vous coincer dans la diagonale d'une interpellation. Et je parie qu'ils vous descendraient comme un fruit mûr, pourri par-dessus le marché. Vous seriez très mal à l'aise pour vous défendre après votre comportement tiboboïte à l'aéroport Toussaint Louverture, d'autant que vous êtes moins malin que vous devez le croire. En fait, si vous aviez été si malin que ça, vous ne vous seriez pas abaissé jusqu'à vous exhiber dans un comportement de petit subalterne *sousou*, frustré, constipé, *makak* par-dessus le marché. Vous auriez laissé la sale besogne à un de ces voyous lèche-culs empressés toujours prêts à s'aplatir, à se punaiser *pou yon ti monnen*.

Ministre Mayard Paul, après vous avoir dit bonjour, malgré moi, il ne me reste plus qu'à vous dire, de tout cœur, au revoir et vous souhaiter de «ramasser votre caractère». C'est déjà assez que le président soit un émule des marchandes de poissons de la Croix-des-Bossales. Et vous, vous en avez déjà trop fait. Un coup d'essai sans doute, mais un sacré coup de voyou. Un peu de tenue Monsieur le ministre !

ENGAGEMENT DE SÃO PAULO
"Aba Okipasyon / Aba Minustah" - Dehors les troupes de l'ONU en Haïti !

Réunis à la Chambre Municipale de Sao Paulo, venus de sept pays, dont les gouvernements sont engagés dans l'occupation d'Haïti, et, au Brésil, de douze différents Etats, nous prenons un engagement de solidarité militante pour la défense de la souveraineté de la nation noire d'Haïti. Depuis 7 ans, les troupes de la "Mission de l'ONU pour la stabilisation d'Haïti"- Minustah sont responsables de la remise en cause de la souveraineté d'Haïti, de la violation des droits humains, des morts - "effets collatéraux" d'un état de guerre perpétuel - de la répression des manifestations démocratiques, syndicales, étudiantes et populaires. Les soldats de la Minustah ont introduit le choléra qui a déjà tué 6000 personnes et en a contaminés plus de 300.000. Sur elles pèsent des accusations fondées de violence sexuelles et de viols de jeunes qui, comme d'autres crimes, restent impunis du fait de leur immunité légale. Le 15 octobre dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU, insensible aux demandes exprimées par divers secteurs de différents pays et par le peuple haïtien lui-même, a renouvelé pour un an supplémentaire le mandat de la Minustah (réduite au contingent antérieur au tremblement de terre), et a, à nouveau, « *manifesté son intention de renouveler le mandat de la mission au-delà de 2012* »!

Nous prenons l'engagement de lutter pour le retrait immédiat des troupes d'occupation et nous exhortons tous et toutes à poursuivre leurs manifestations tant que cette opération militaire ne sera pas terminée, fraternisant ainsi avec le peuple haïtien qui exige le respect de sa souveraineté dans des protestations réitérées contre cette occupation – qui ne devrfaient pas être remplacées para des troupes mercenaires. Haïti, pays pionnier dans l'abolition de l'esclavage. Il y a 208 ans, a expulsé les troupes coloniales de Napoléon et constitué la première république noire du monde. Mais il a été obligé de payer un lourd tribut pour des pertes de propriété – terres et esclaves -, qui ont saigné le pays et constitué une punition permanente tout au long de son histoire. Haïti a souffert d'innombrables occupations militaires, la dernière, en 2004, organisé pour l'impérialisme des Etats-Unis, avec la France et Canada, qui a renversé l'alors président-élu, Aristide.Depuis, masqués par l'ONU comme « mission de stabilisation », les troupes d'occupation et de la police de 40 pays est conduit par l'armée brésilienne.Le gouvernement brésilien a assumé la responsabilité, pas en notre nom, pour le commandement militaire de les troupes de la Minustah, qui cachent des intérêts impérialistes. Et facilite encore davantage l'exploitation honteuse de la main-d'œuvre haïtienne par les multinationales dans les « zones franches », sans aucun droit à la protection sociale, ou la répression sauvage au travailleurs est dénoncés par ses organisations, sous la tutelle, de fait, de la soit disant Commission intérimaire de la reconstruction d'Haïti – CIRH – dont le responsable n'est rien moins que Bill Clinton.

Nous prenons l'engagement et nous exigeons de les gouvernements de nos pays – Brésil, Uruguay, Argentine, Bolivie, Etats-Unis, France... – qu'ils mettent fin immédiatement à cette participation dans cette honteuse opération. La présence des troupes de l'ONU n'a servi même pas à aider les touchées par le séisme. Elles ont préféré prêter assistance à des quartiers riches. Presque deux ans après le tremblement de terre, plus d'un million d'Haïtiens sont toujours sans abris. Elles n'ont pas non plus aidé à établir la démocratie – ce qu'elles ne pouvaient pas faire - cautionnant même, par exemple, la dernière farce électorale à laquelle seuls 25% des Haïtiens ont participé.

A partir d'aujourd'hui nous sommes constitués comme Comité continental pour le retrait immédiat des troupes militaires d'Haïti, appuyés par des actions similaires, aujourd'hui, au Canada, au Pérou et en Equateur. Nous appelons à la constitution de Comités pour le retrait immédiat dans tous les pays du continent. Nous proposons, en particulier, à la Conférence caribéenne de Cap Haïtien, Haïti (16-18 Novembre), une Journée continentale pour le retrait immédiat des troupes, à la date anniversaire des 8 ans d'occupation d'Haïti, le 1er juin 2012, avec des initiatives en direction des gouvernements concernés.

Retrait immédiat des troupes de l'ONU du Haïti !

Ceci est notre engagement parce que défendre Haïti est défendre à nous-mêmes !

Haiti: Fignolé St Cyr, Central Autonome des Travailleurs Haïtiens (CATH); **United States**: Colia Clark, militant du mouvement de droit civiles aux Etats Unis dans les années 1960; Kim Ives, le journal *Haiti Liberté;* Dan Coughlin, le journal *The Nation*; **Bolivia:** Nelson Guevara Aranda, Miners Union of Huanuni; **Uruguay:** Hugo Dominguez, Metallurgical Union of PIT-CNT; Andres Uriostes, coordinator of the Uruguayan Committee to Withdraw the Troops; **Argentina:** Natalia Saralegui, Argentine Committee to Withdraw the Troops; Prof. Henry Boisrolin, Haitian Democratic Committee of Argentina; **France:** Jean Marquiset, Parti des Ouvriers Indépendants (POI); **Brazil:** Julio Turra, CUT; Joaquin Piñero, MST; Joelson Souza, Juventude Revolução; Milton Barbosa, MNU; Rosi Wansetto, Jubileu Sul; Markus Sokol, Corrente O Trabalho of the PT; Deputy Adriano Diogo (PT/SP), Deputy Jose Candido (PT/SP); Claudinho Silva, SOS Racismo/Secr Estadual Combate Racismo PT; Lucia Skromov, Pro Haiti Committee; Barbara Corrales, Committee to Defend Haiti and Defend Ourselves.

« Akademi Ayisyen : Ki avantaj ? Ki pwoblèm ? Ki defi ? Ki avni ? »

Nòt pou laprès Komite pilotaj Kòlòk Entènasyonal

Komite Pilotaj Kòlòk Entènasyonal sou tèm « Akademi ayisyen : Ki avantaj ? Ki pwoblèm ? Ki defi ? Ki avni ? » remèsye alawonnbadè tout moun ak tout enstitisyon ki jwe yon wòl nan reyalizasyon kokennchenn woumble sa a : komite syantifik, komite sipò, komite òganizatè, konferansye, prezidan seyans, laprès, patisipan, ak tout lòt moun ak entitysyon ki pote kole ak nou.

Plis pase 300 patisipan te gen okazyon brase lide ak 35 entèvenan ki soti nan peyi d Ayiti, nan dyaspora a ak nan kèk lòt peyi (Kiba, Lababad, zile Moris) soti 26 pou rive 29 oktòb 2011. Travay sa a rive fèt nan 6 panèl tankou : Lang ak sosyete, Lang kreyòl ak jan yo sèvi avè l , Lang kreyòl, edikasyon, teknoloji, Amenajman lengwistik, Akademi Kreyòl Ayisyen : filozofi, definisyon, wòl, model, estrikti. 24 atelye te pèmèt diskisyon fèt nan mitan patisipan ak entèvenan yo, yon mannyè pou nou soti ak rezolisyon je klere sou ki sa Akademi Ayisyen Lang Kreyòl la dwe ye epi sou kòman pou nou rive mete l kanpe.

Kontribisyon chak aktè sa yo pèmèt kòlòk la rive reyalize epi li ede nou rive nan objektif nou t ap chache a ki se jwenn yon antant sou pi bon oryantasyon pou akademi kreyòl ayisyen an genyen. Nan kòlòk sa a, plizyè enstitisyon ak pèsonalite jwenn yon atansyon espesyal pou travay yo fè nan lang kreyòl la oswa pou jan yo sèvi ak lang lan.

Se konsa nan okazyon sa a :

- Rektora Inivèsite Leta a tabli yon « Pri Pierre Vernet » pou rekonpanse pi bon travay syantifik ki fèt an kreyòl nan Inivèsite a chak lane. Se yon okazyon tou pou rann Profesè Pierre Vernet omaj pou ansanb travay syantifik ak akademik li realize kòm anseyan e Dwayen Fakilte Lingwistik Aplike
- Jounal Bon Nouvèl, radyo Kiskeya, radyo Limyè, radyo Ayiti, Enfofanm, Sektè Vodou a, Sosyete Koukouy, resevwa onè ak merit pou wòl enstitisyon sa yo nan fè pwomosyon pou lang kreyòl la epi gaye enfòmasyon nan lang lan.
- Pèsonalite tankou Yves Dejean, Pradel Pompilus, Frankétienne, Georges Castera, Christian Beaulieu, Nicole Magloire, François Severin, Pradel Pompilus, Jean - Claude Bajeux atire atansyon manm komite pilotaj la pou zèv literè oswa syantifik yo fè nan lang lan.

Komite pilotaj la fè tout moun konnen travay yo ap kontinye dekwa pou dokiman rezolisyon kòlòk la sòti anvan lontan. Epi l'ap fè demach pou mete komite suivi a kanpe prese prese.

Yon lòt fwa ankò, Komite Pilotaj la voye yon gwo chay mèsi ak konpliman pou tout moun ak enstitisyon ki enterese pote kole ak li sou zafè Akademi Ayisyen Lang Kreyòl la.

Pou Komite Pilotaj Kòlòk la :
Inivèsite Leta d Ayiti
6 novembre 2011

Viktim 12 janvye yo denonse menas ekspilsyon fòse ki pandye sou tèt yo

Anviwon 2 lane aprè tranblemanntè 12 janvye 2010 la, plizyè santèn miliye viktim ki poko janm jwenn kay pou yo rete ekspoze sou menas ekspilsyon fòse anba men swadizan mèt tè yo ak otorite yo nan peyi a. ONG yo bò kote pa yo ap fè machandaj ak dosye deplase entèn, pase yo nan betiz, fè pwomès kay, pandan gwo sòm lajan ap brase sou do viktim yo. Nan tout zòn metwopoliten Pòtoprens lan, viktim yo ap rele anmwey sekou, se ka mil twa san (1,300) fanmi nan Kan Lamanten 54 la, nan komin Kafou, ki rele "Gras Vilaj", ki denonse menas ekspilsyon fòse y ap resevwa depi 9 mwa anba men yon pastè, ki rele Joël Jeune, ki di tè sa a se pou li.

Vandredi 28 Oktòb pase a, responsab komite Kan an te bay yon konferans pou laprès pou lonje dwèt sou yoon sèten Marc Antoine k ap travay pou pastè Joël Jeune k ap fè presyon sou yo nan kan an pou fòse yo kite zòn nan san yo pa genyen okenn lòt kote pou yo ale. Marcel Germain fè konnen 500 nan viktim yo gentan kite Kan sou presyon Lapolis. " Nou te mil wisan (1,800) fanmi sinistre ki t ap viv isit la, nan espas sa a depi 12 janvye 2010. Pastè Joël Jeune rele Lapolis fè mete 500 nan fanmi sa yo deyò nan Kan an. » Li te pwofite denonse tou 55 goud yo fè chak moun peye chak mwa swadizan pou yo fè pwòpte nan Kan an: "Depi jou nou rive la a, yo fòse n peye 55 goud chak mwa, n ap poze tèt nou kesyon kisa yo fè ak lajan sa a ? Nou pap aksepte yo trete nou kouwè bèt, pou fòse nou bay tèren an san y opa ban ou yon lòt kote pou l ale. Nou se pitit peyi a tou, nou mande pou Leta Ayisyen ban ou bon jan kay pou nou rete jan konstitisyon an di l. » se te deklarasyon Monique Fanfan.

Gen plis pase 95 fanmi k ap viv nan Cheryès nan Kanapevè a, nan do Natcom lan k ap vin chak jou pi grav, swadizan mèt tè a yo di ki rele Charles Jumelle voye papye tenbre bay responsab asosyasyon viktim yo (AVIK) pou parèt nan tribinal nan jou k ap vini la yo. Responsab AVIK yo te bay yon konferans pou laprès pou denonse otorite yo nan peyi a ak ONG yo ki pa fè anyen pou wete yo nan sitiyasyon ma-kawon y ap viv depi anviwon 2 lane. « Men kounye a sa pi rèd atò, swadizan mèt tè a, ki se Charles Jumelle rele nou nan tribinal pou n ba l tè, pandan ni Leta ni ONG yo kouwè : OIM, Gold pa janm rive fè anyen pou nou aprè tout pwomès èd yo fè nou, ki pa janm rive jwenn nou. Nou pwofitee di prezidan Michel Martelly edikasyon gratis l ap pale a pa rive jwenn nou non plis nan Kanapevè, anba prela yo. Ou te pwomèt 30 mil kay nan kanpay ou, ou rive prezidan, anyen pa janm fèt pou nou. Nou fè w konnen nou pap dòmi, fòk atik 22 konstitisyon 1987 la respekte, nou dwe jwenn bon jan kay pou nou rete, tankou tout deplase entèn yo, jan konvansyon entènasyonal yo egzije sa. Fòk kòripsyon nan Leta, nan ONG ak CIRH la fini pou yo ka jwenn lajan pou bati bon jan kay pou viktim 12 janvye yo. Fòk Leta pran responsabilite l pou l mete fen ak CIRH la epi kontwole pil ak pakèt ONG sa yo k ap gagote lajan èd yo e ki pran plas Leta nan zafè rekonstriksyon y ap pale a. Bidjè 12 mwa MINUSTAH sèlman ka pèmèt yo konstwi kay pou plis pase 400 mil fanmi e MINUSTAH pap regle anyen nan peyi

Suite à la page (14)

La Chine renforce l'occupation d'Haïti



La République populaire de Chine continue de renforcer l'occupation d'Haïti

Par Thomas Péralte

Malgré l'accusation de génocide, de violation systématique des droits du peuple haïtien par les soldats de la mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), la République populaire de Chine continue de renforcer l'occupation d'Haïti. Dans un communiqué rendu public mardi premier novembre dernier, le ministère de la sécurité publique chinoise a annoncé l'expédition d'un escadron de police, composé de 16 membres en route vers Haïti. Cette nouvelle équipe vient prendre le relais d'une partie des policiers chinois présents parmi les casques bleus de l'ONU en Haïti. La Chine a décidé de renouveler ses troupes, suite au dernier rapport présenté au Conseil de Sécurité de l'ONU. Le Conseil de Sécurité a constaté que la présence de la Chine au sein de la Minustah, composée de 29 policiers, est toujours importante.

Alors, le Bureau de la Police municipale de Beijing, incluant le personnel des départements d'enquête criminelle, la gestion de la circulation, la lutte contre les incidents, la formation de police a décidé d'envoyer ce nouveau contingent. Le communiqué en a profité pour faire savoir que la Chine a envoyé plus de 1,700 policiers dans des missions de maintien de la paix de l'ONU à travers le monde, entre autres, au Timor oriental, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, au Libéria, en Afghanistan, au Soudan, en Haïti et au Sud-Soudan depuis janvier 2000.

Par ailleurs, au début du mois de Novembre, l'envoyée spéciale de l'UNESCO pour Haïti, Michaëlle Jean, en visite en Chine à l'invitation de l'Institut des Affaires étrangères de la République populaire de Chine et l'organisation « Integrated Research on Disaster Risk (IRDR) ont plaidé en faveur d'une action concertée de la communauté scientifique internationale pour réduire la vulnérabilité d'Haïti face aux catastrophes naturelles devant 300 experts de 38 pays participant au Colloque de l'IRDR. « Alors que les risques de désastres environnementaux sont persistants en Haïti, il est essentiel que l'on puisse renforcer les capacités du pays pour protéger la population et limiter les dégâts. Collaborer, rassembler les connaissances, établir des partenariats à long termes avec le renfort de la communauté scientifique mondiale, tout cela est indispensable pour la mise en place des stratégies et de politiques durables. Il faut sortir de la logique de réaction en situation de crise… »

Michaëlle Jean, l'ex-gouverneure du Canada a soulevé que Haïti est un pays hautement vulnérable, non seulement en raison de la faille tectonique qui traverse son territoire, des tempêtes et ouragans qui y sont saisonniers, mais aussi à cause de graves difficultés économiques, sociales et politiques qui demeurent récurrentes. « Les désastres ne sont pas causés par la nature, mais davantage par des facteurs sociaux, structurels et des politiques déficientes. C'est notamment l'absence de normes, de règlementation et la piètre qualité des matériaux utilisés dans la construction des écoles, des hôpitaux, des maisons, des édifices qui les a rendus dangereux et a fait qu'ils se sont écroulés, tuant plus de 230,000 personnes. Il faut agir sur tous ces fronts, armés des meilleures connaissances scientifiques et sociales en plus des meilleures pratiques. », a-t-elle insisté. Les événements de 2004 qui ont abouti au Coup d'Etat-kidnapping du président Jean Bertrand Aristide et le tremblement de terre du 12 janvier 2010 ont ouvert la porte aux forces impérialistes pour renforcer leur ambition méchante de piller les richesses du pays et d'ajouter d'autre fardeau comme le Choléra à la misère du peuple haïtien.

Indice de développement humain : Haïti recule

Par Isabelle L. Papillon

Alors que Haïti est occupée depuis plus de sept ans par les casques bleus de l'ONU et les autorités haïtiennes s'enlisent le pays dans situation politique inextricable, les conditions de vie de la population reculent constamment. Le rapport mondial sur l'Indice de Développement Humain (IDH) de 2011, présenté par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), autour du thème : « Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous. » démontre très clairement les disparités sociales qui s'élargissent et la dégradation de l'environnement qui représente un danger imminent pour le peuple haïtien.

En effet, dans ce rapport, Haïti est classée 158e sur une liste de 187 pays et territoires en matière de développement humain ; comparativement à l'année dernière, Haïti recule de plus de 10 places en un an. Selon le chef de l'Unité de l'environnement du PNUD, Arnaud Dupuy, Haïti n'est pas épargnée de la dégradation environnementale au niveau mondial : « Ceci est particulièrement vrai pour Haïti, où plus de 75% de la population vivent en milieu rural. Haïti est en situation de catastrophe écologique. Tous les indicateurs environnementaux sont soulignés en rouge. Chaque année Haïti connait un déficit de 37 millions de tonnes de terres arables qui s'en vont à la mer. Nul n'a besoin de vous dire que le cadre de vie et le cadre de production de ce pays sont en voie de disparition. Donc il faut agir vite. », Suggère-t-il.

Il a également souligné qu'en 1970, la couverture végétale était évaluée à 24%. De 1970 à 1990 elle était passée de 20% à 4% de couverture forestière. En 2011, les espaces verts du pays ont été recensés à moins de 2%, les 25 sur 30 principaux bassins versants sont dans une situation de dégradation sévère. Pour mettre un frein à la dégradation de l'environnement, l'expert des Nations Unies a fait savoir qu'il y a des opportunités à saisir dans les stratégies politiques des décideurs du pays : « Prenant par exemple, le problème de l'énergie, on peut faire baisser la pression sur nos ressources forestières, en faisant le saut qualitatif du bois et de charbon de bois vers le gaz propane. », a-t-il conseillé.



Le responsable du programme de réduction de la pauvreté du PNUD Daliela Gregr

Toutefois, il a indiqué que l'indice de développement humain en Haïti a quand même progressé au cours de ces dernières années, notamment au niveau de la Santé et de l'éducation, quoique, a-t-il avancé, les revenus aient connu une baisse de façon proportionnelle pendant les mêmes années. Contrairement à ce que constate l'expert, avec l'importation de l'épidémie mortelle de Choléra en automne de l'année dernière par les soldats de l'ONU, de la Minustah, qui a coûté la vie à plus de 7 mille Haïtiens et infecté plus de 500 mille autres et continue de faire rage dans le pays ; les faits prouvent que la Santé de la population se détériore au plus bas niveau. La santé du peuple haïtien s'empire au même rythme de l'environnement et des écarts sociaux. Les faits sont là, dans un pays où l'extrême pauvreté dépasse 56% de la population estimée à 10 millions d'habitants et pourrait atteindre 16 millions d'ici 2050.

Concernant la problématique de la pauvreté, le responsable du programme de réduction de la pauvreté du PNUD Daliela Gregr a indiqué que la dégradation de l'environnement a un impact direct sur les couches les plus vulnérables qui vivent notamment en milieu rural : « Les pays à développement humain faible à l'instar d'Haïti dépendant beaucoup de l'agriculture, l'impact du changement climatique en termes de hausse de température, de réduction de précipitation et de désertification se fait surtout sentir en milieu rural où se trouvent concentrées les personnes les plus pauvres», a-t-elle fait savoir.

En tout état de cause, les dirigeants haïtiens doivent s'attaquer aux grands dangers qui menacent la population, au lieu de s'embrouiller dans des luttes intestines pour le contrôler des pouvoirs publics, dans l'unique objectif de la satisfaction de leurs intérêts mesquins. Constatant ces dangers qui ruinent le pays, pourquoi les Nations-Unies maintiennent leurs casques bleus qui en réalité n'ont rien à faire sinon la violation systématique des droits du peuple haïtien. Il serait mieux d'investir les milliards de dollars dépensés pour entretenir une force d'occupation monstre, dans des véritables projets de protection de l'environnement et ceux pouvant diminuer les inégalités sociales d'Haïti. Il est souvent constaté que les organismes ou agences des Nations-Unies observent des faits et les Nations Unies elles-mêmes agissent autrement. C'est ce qui se passe actuellement en Haïti, le PNUD dit quelque chose, et le Conseil Sécurité en fait une autre. L'environnement d'Haïti représente une menace pour tous les Haïtiens et ce n'est pas Haïti qui est une menace pour la paix et la sécurité internationales.

Cinq ans pour une goutte d'eau

Par Ayiti Kale Je

Port-au-Prince, le 4 novembre 2011 – Cent millions de gourdes (2,5 millions $US) pour donner de l'eau à plusieurs quartiers marginaux de la capitale. Approuvé en 2006. Mais, cinq ans plus tard, l'eau ne coule pas encore. Les enfants sont toujours dans les rues, portant bouteilles et sceaux.

C'est presque fini. « La fin du mois d'octobre » d'après le bailleur. Mais pas encore. Pourquoi? Et pourquoi ces cinq ans? Ayiti Kale Je (AKJ) et les étudiants de la Faculté des Sciences Humaines ont investigué.

Liquide inévitable, fardeau inéluctable

Il y a un nouveau réservoir, des tuyaux et plus d'une douzaine de kiosques, mais la population des quartiers pauvres de la zone de Debussy et de Haut Turgeau est toujours obligée de marcher de longues heures pour avoir accès à cette ressource indispensable à la vie. Dans leur calvaire quotidien, des adultes et enfants – qui par fois ont seulement cinq ou six ans – passent devant de kiosques à sec.

Tercy, un universitaire, vit à Cité Georges, un des quartiers misérables et informels de Turgeau. Il partage une petite maison en béton avec sa sœur. Entre autres activités quotidiennes, Tercy (qui ne voulait pas donner son nom de famille) se dit contrainte de partir de très tôt à la recherche de l'eau pour la maison, avant de se rendre à la faculté. « Je suis parti de chez moi à 5h45 pour aller chercher ces deux gallons d'eau, maintenant il est quasiment 7h », poursuit-il, en s'essuyant le front en sueur. C'est seulement après ce long périple qu'il peut prendre un bain et se préparer pour se rendre à la salle de classe.

Emmanuel Lima, qui porte un seau rempli d'eau sur la tête, exprime les mêmes difficultés. Faisant allusion au projet de l'eau inachevé, il affirme que « ce serait une bonne opportunité pour le quartier, sauf qu'on a pris trop de retard dans son exécution ».

« Dans ce pays, les [décideurs] sont trop négligents. On ne s'occupe pas de ce qui est important. Tout le monde veut s'enrichir », s'indigne cet homme de 42 ans.

Lima et Tercy font partie des deux tiers de la population de la zone métropolitaine de Port-au-Prince qui sont contraints d'aller chercher de l'eau à l'aide de seaux, selon les chiffres (2002) de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.



Un enfant durant un de ses multiples voyages quotidiens.
(Photo - James Alexis)

L'Union Européenne et le cadeau de l'eau

En 2006, l'Union Européenne (UE) a donné son feu vert à un projet d'eau pour Debussy et Turgeau, zones peuplées d'environ 25 000 personnes qui croupissent dans des chaumières, situées pour la plupart sur des pentes dangereuses.

Les éléments principaux du projet:

- un nouveau réservoir sur les hauteurs de Debussy ;
- un système de connexion entre le réservoir de Debussy et celui de Haut Turgeau ;
- une pompe pour le réservoir de Haut Turgeau ;
- 19 kiosques dans différentes zones ;
- des tuyaux reliant le nouveau réservoir et les kiosques.

La supervision de la mise en œuvre du projet a été assurée par les trois entités suivantes :

- L'État - La Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable (CAMEP), aujourd'hui appelée Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA);
- L'UE - L'Unité Technique des Programmes de Réhabilitation (UTPR);
- Une « organisation non gouvernementale » (ONG) française, le Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET), œuvrant dans le domaine de l'eau en Haïti depuis 1995.



Une carte montrant les réservoirs de Turgeau à Debussy, ainsi la zone (encerclée en jaune) bénéficiaire





Le nouveau réservoir de Debussy. *(Photo - WASH Cluster)*

D'après Benoist Bazin, Chef de Section Infrastructure de l'UE, le coût total du projet s'élève à près de 100 millions de gourdes (2,5 millions $US). Un quart – 25 millions – a été dépensé sur le nouveau réservoir, et 75 millions pour la réhabilitation du réseau par deux firmes privés, et "l'accompagnement social" réalisé par le GRET.

Maxo Saintil, un professeur habitant dans la zone de Haut Turgeau, fait partie des gens qui avaient demandé à l'Etat de construire un système d'eau en vue de soulager la misère de la population, cela fait plus de cinq ans.

En 2006, il a été content d'entendre que le projet avait été approuvé.

« La réalisation de ce projet constituerait une victoire pour nous, les initiateurs, et un gain pour la population qui va bénéficier de ce service », a-t-il dit à AKJ.

Mais entre l'approbation et le commencement des travaux, trois ans se sont écoulés.

« Le projet a démarré en janvier 2009 » a souligné Saintil.

Et 34 mois plus tard, le projet n'est toujours pas terminé. Les raisons sont plusieurs… et un interrogatoire permet aux lecteurs non seulement d'apprendre « le pourquoi », mais aussi, d'apprendre plus sur comment peut fonctionner l'« aide au développement » en Haïti.

Le problème des études

Au départ, la CAMEP, l'organisme étatique requérant l'appui financier, n'a pas effectué d'étude approfondie ni appropriée. D'après Robenson Jonas Léger, coordonnateur de l'UTPR de l'UE, le dossier de la CAMEP était « incomplet ».

« Il a fallu commanditer une étude complète du réservoir », écrivait Léger à AKJ dans un courriel.

La première étude recommandait un réservoir de 1200 m3. Cette dernière et une étude géotechnique ont coûté 246 093,63 gourdes (6 152,34 $US).

Selon Léger, la CAMEP a validé cette étude, mais au moment de la mise en œuvre, la supervision a fait valoir certaines préoccupations puisqu'elle n'avait pas prévu la possibilité d'un séisme. Le réservoir proposé devait être élevé au-dessus du sol sur des supports.« Nous étions en 2007, et cela a été une bonne anticipation du séisme du 12 janvier 2010 », notait Léger.

La deuxième étude a coûté 343 440 gourdes (8 586 $US) et a été finalisée le 19 mars 2008, soit deux années après l'approbation. La deuxième étude préconisait la réduction de la taille du réservoir, de 1200 m3 a 900 m3, « pour rester dans les limites budgétaire disponibles », selon les propos de Léger. L'étude recommandait un réservoir posé au sol, qui est plus cher.

La firme TECINA a signé le contrat de réalisation et de construction, pour un montant évalué à 24 073 324,22 gourdes (601 833 $US), soit un quart du budget total. Mais le travail ne commence pas immédiatement.

« Les travaux ont démarré un an après la signature des contrats » raconte Jean Ledu Annacacis, un travailleur social dans l'organisation GRET. S'il se souvient bien, en mars 2009.

Six mois plus tard, en décembre 2009 d'après Léger, les travaux ont été presque terminés. Mais, pas encore.

L'eau ne coulait toujours pas.

Retards dans le décaissement

Selon tous les acteurs, il y a également eu un retard dans le décaissement des fonds, ce qui a reporté la fin du projet.

L'ingénieur Raphael Hosty, directeur du bureau de la DINEPA (qui remplace la CAMEP) pour le département de l'Ouest, a confié à AKJ que la durée du projet devait être de 18 mois au total, et que même les deux études requises ne pourraient retarder le projet. Selon Hosty, la TECINA et les autres compagnies ont cessé de travailler en décembre, 2009, parce que les paiements ne coulaient pas.

Chandler Hyppolite, un agent de terrain pour GRET, soutient que les comités de quartiers – chargés avec la gestion des kiosques – étaient prêts à commencer à la fin du mois de décembre, également.

Mais le travail s'est arrêté. « Les compagnies qui travaillent dans le projet ne reçoivent plus d'argent », affirme-t-il. « Elles ont refusé de travailler… Le projet s'est arrêté avant le séisme du 12 janvier 2010 ».

De même pour Annacacis de la GRET. « Je sais que [les firmes] n'ont pas reçu l'argent pour finaliser leurs travaux », a-t-il souligné.

L'UE admet les retards. « Il n'y pas eu de problème de financement », a déclaré Léger de l'UTPR. « Il peut y avoir eu un retard de paiement… parce qu'entre temps, on a dû changer de système d›informatique contact, ce qui a retardé le traitement de certains dossiers ».

Et puis – le séisme du 12 janvier 2010. Un autre retard. Non pas en termes de dommages, mais parce que après le désastre, l'UE a eu – légitimement – d'autres priorités pendant plusieurs mois.

Retards à la douane

En plus des retards dans le décaissement, la douane haïtienne porte une part de responsabilité dans la lenteur du projet d'après plusieurs acteurs, qui ont fait savoir que les matériaux y sont restés bloqués pendant des mois.

Sans surprise, car le port et la douane haïtienne sont mondialement réputés pour leur inefficacité et la corruption.

Une étude menée par la Banque Mondiale et citée dans le journal Miami Herald démontre que le port haïtien coûte aux commerçants et aux importateurs deux fois ce qu'on paie en République Dominicaine, et que le dédouanement peut prendre trois fois plus de temps.

Cité dans le même article, publié en juillet 2010, Hughes Desgranges, un conseiller à l'Autorité Portuaire Nationale, admet que ce port s'apparente beaucoup plus à un « programme social » qu'à un « programme commercial », en raison des salaires consacrés à des centaines d'employés fantômes ou du moins à des employés qui ne sont pas nécessaires. « Ce port pourrait être un moteur économique, mais il est mal géré », raconte-t-il.

Suite à la page (16)

Sao Paulo, Brazil:

International Conference Launches Campaign to End Military Occupation of Haiti



Kim Ives/Haïti Liberté

Colia Clark, a civil rights activist who worked with Dr. Martin Luther King Jr., addressing an overflow crowd of well over 600 people who jammed into Brazil's Sao Paulo City Hall auditorium for a "Continental Act to Immediately Withdraw UN Troops from Haiti."



Kim Ives/Haïti Liberté

Fignolé St. Cyr of the Haitian union CATH called for the immediate withdrawal of UN troops from Haiti

By Kim Ives

On Nov. 5, some 600 people gathered in Brazil's Sao Paulo City Hall auditorium for a four-hour "*Continental Act for the Immediate Withdrawal of UN Troops from Haiti.*"

Delegates from Haiti, the United States, France, Bolivia, Argentina, and Uruguay attended, as did hundreds of unionists, students, activists, and politicians from around Brazil.

The conference – organized by the *Committee to Defend Haiti is to Defend Ourselves* – was led by the dissident *O Trabalho* (The Work) current of the ruling Brazilian Workers Party (PT). Numerous PT legislative representatives from other political currents around Brazil participated in the gathering.

With some 2,200 soldiers and policemen deployed in Haiti, Brazil leads and has the largest contingent in the armed force of 12,300 armed men and women known as UN Stabilization Mission in Haiti or MINUSTAH.

Fignolé St. Cyr of the Autonomous Central of Haitian Workers (CATH) addressed the gathering, as did Henry Boisrolin of the Haitian Democratic Committee in Argentina. Other speakers included Markus Sokol, a member of the PT's National Direction, Milton Barbosa, founder of Brazil's Unified Black Movement, Joaquin Piñero of the PT-affiliated Landless Peasant's Movement (MST), Jean Marquiset of France's Independent Workers' Party (POI), Nelson Guevara Aranda of Bolivia's Miners Union of Huanuni, and Hugo Dominguez of Uruguay's Metallurgical Workers Union (UNTMRA).

Below we reproduce the declaration to the conference by the U.S. delegation as well as the final document produced by the conference entitled "*The Pledge of Sao Paulo.*"

Statement of the United States delegation to the "Ato Continental Pela Retirada Imediata das Tropas da ONU do Haiti"

We salute the initiative of the *Committee to Defend Haiti is to Defend Ourselves*. Indeed, the fight against the illegal military occupation of Haiti is in the interests of all the world's people.

The United States delegation to this historic event includes Colia Clark of the **International Commission of Inquiry on Haiti**, Kim Ives of the Haitian weekly newspaper **Haïti Liberté**, and journalist Dan Coughlin of **The Nation**.

We urge the immediate closure of the 25 foreign military bases in Haiti and the withdrawal of all international forces. By any measure, the eight-year Brazilian-led occupation has been an unmitigated disaster for human rights and democratic rule in Haiti.

• Under the occupation, thousands of Haitians, most of them poor who were seen as supporters of the Lavalas political movement and former President Jean Bertrand Aristide, have been killed or jailed.

• Under the occupation, staged elections have excluded the vast majority of Haitians and the most important political party from the democratic process. This has led to the neo-Duvalierist regime of President Michel Martelly taking power with the promise that he will resurrect Haiti's despised army – a force that was used only to kill and repress Haitians, to deny them their democratic rights.

• Under the occupation, the polluting practices of UN troops led to the introduction of a raging cholera epidemic that has now killed more than 6,600 Haitians and infected half a million.

• Under the occupation, UN troops have been used as a partisan political force, primarily to suppress the legitimate demonstrations of Haitians against the 2004 coup and UN occupation. UN troops have also tried to stop Haitians – already the lowest paid workers in the hemisphere – from demonstrating for a living minimum wage.

This disastrous and anti-democratic occupation has stained the reputation of all the countries that are involved. But it is Washington that is leading this effort. As US State Department cables revealed by Wikileaks shows, the UN mission in Haiti fulfills a "*core*" US foreign policy objective at half the cost to Washington and at a time when US troops have been tied up in Afghanistan and Iraq.

Neither the UN, nor the armies and police forces of more than 45 countries from around the world, should be used as Washington's weapon to create a low wage sweatshop country with no democratic or human rights.

As many Haitian leaders have said, there must be Haitian solutions for Haitian problems. If the UN wants to send doctors, engineers or other specialists to assist Haitians, as the Cubans and Venezuelans do, we have no problem with that. But the UN should never have sent soldiers, tanks and guns to Haiti, weapons which have only been used to enforce the neoliberal agenda of Washington, Paris, and Ottawa. It is past time for the UN's swords to be turned into ploughshares.

THE PLEDGE OF SAO PAULO "Aba Okipasyon, Aba Minustah" - UN Troops Out of Haiti!

Gathered at a public rally at the City Hall of Sao Paulo, coming from seven countries whose governments are involved in the occupation of Haiti and from 12 different states in Brazil, we have signed a pledge of militant solidarity with the sovereign black nation of Haiti!

For more than seven years, the troops from the "UN Mission for the Stabilization of Haiti," or MINUSTAH, have been responsible for the violation of Haiti's sovereignty and for attacks on their human rights – the "collateral" effects of a permanent state of war – along with repression of democratic, union, student and popular demonstrations. The MINUSTAH troops introduced the cholera bacteria into the country that has already killed 6,600 Haitians and contaminated more than 475,000. Accusations of sexual violence and rape of young people hang over their heads; these are crimes for which they have impunity given their legal immunity.

This past October 15, the UN Security Council, indifferent to the demands expressed by various sectors in many countries, and by the Haitian people themselves, renewed the MINUSTAH mandate for another year (previously reduced before the

continued on p(16)

As Epidemic Rages:

Haitians File Suit Against UN for Introducing Cholera into Haiti



Greger Calhan

At the UN's Dag Hammarskjold Library Auditorium in New York, lawyers Brian Concannon (left) and Ira Kurzban announce the suit they have filed against the UN on behalf of over 5,000 Haitian cholera victims

By Kim Ives

A cholera epidemic which began in October 2010 near the headwaters of the Artibonite River, Haiti's largest, has now killed over 6,600 Haitians and sickened over 475,000.

On Nov. 3, over 5,000 Haitian cholera survivors, or the families of cholera victims who died, filed suit in Haiti and New York against the United Nations (UN) and the UN Stabilization Mission in Haiti (MINUSTAH) for introducing the deadly *Vibrio cholerae* bacteria into Haiti through Nepalese soldiers who are part of the military occupation force.

The 37-page claim, delivered to the Claims Unit Chief at MINUSTAH's Log Base at the Port-au-Prince airport and to the office of Secretary General Ban Ki-moon in New York, charges that the *"UN is liable for negligence, gross negligence, recklessness, and deliberate indifference for the health and lives of Haitian people resulting in petitioners' injuries and deaths from cholera."*

The legal petition was written and submitted by attorneys Mario Joseph of the International Lawyers Bureau (BAI) in Port-au-Prince, Brian Concannon of the Institute for Justice and Democracy (IJDH) in Boston, and Ira Kurzban of Kurzban Kurzban Weinger Tetzeli & Pratt in Miami. They are requesting from the UN financial compensation for petitioners, constructive action to prevent cholera's spread, and a formal acknowledgment of and apology for the UN's responsibility for bringing cholera into Haiti.

"*Until MINUSTAH's actions incited the cholera outbreak, Haiti had not reported a single case of cholera for over 50 years,*" the lawyers wrote.

The victims' petition explains that the UN and MINUSTAH are liable for hundreds of millions of dollars for: 1) failing to adequately screen and treat UN troops arriving from countries experiencing cholera epidemics; 2) dumping untreated wastes from a UN base directly into a tributary of the Artibonite River; and 3) failing to adequately respond to the epidemic.

"*This claim provides the UN with a chance to demonstrate that it is not above its own laws,*" said lawyer Brian Concannon, who, along with Ira Kurzban, held a press conference announcing the suit at the Dag Hammarskjold Library auditorium at the UN General Headquarters in New York on Nov. 8.

The complaint exhaustively lays out how "*[n]umerous studies, including those of the UN itself; the [U.S.]-based Centers for Disease Control and Prevention; the Harvard Cholera Group; Dr. Renaud Piarroux, whose report the Haitian and French governments commissioned; the Wellcome Trust Sanger Institute in Cambridge, England; and the International Vaccine Institute in Seoul, Korea, have documented that the Vibrio cholerae virus was introduced to Haitian waters by MINUSTAH personnel deployed to Haiti from Nepal.*"

One year ago, in the face of damning media investigations and angry Haitian demonstrations, the UN vehemently denied any responsibility for importing cholera into Haiti.

"*The denial of responsibility for cholera is consistent with MINUSTAH practice of blanket denial of all wrongdoing, no matter how well documented,*" said lawyer Ira Kurzban.

Most of the petitioners are from the Mirebalais, St. Marc, Hinche, and Port-au-Prince regions. "*They include farmers, teachers, and caretakers whose injuries or death have left families without means to meet their basic needs,*" the complaint states.

One of the petitioners is a relative of one of the first cholera victims who died on Oct. 22, 2010 at St. Nicholas Hospital in St. Marc, leaving behind his wife and 12 children. When working in an Artibonite Valley rice field, as he did each day, the victim "*drank from the canal that irrigates the field,*" the complaint explains. "*Soon thereafter, he described to his family a sensation in his stomach 'like boiling water.' He began to vomit and spent the night at home in excruciating pain. The next morning, he went to the hospital. In the afternoon, he died.*"

BAI Managing Attorney Mario Joseph said, "*This is an opportunity for the United Nations to demonstrate that its stated ideals of eliminating disease and encouraging respect for rights are not just empty promises.*"

The complaint notes that the UN is supposed to establish, but has not, a standing claims commission as required by the Status of Forces Agreement (SOFA), an accord signed between the UN and the Haitian government. "*Under the SOFA, the claims commission is the forum that has jurisdiction to hear civil claims of Haitians injured by MINUSTAH's actions,*" the lawyers wrote. "*The UN has yet to establish this commission, leaving victims without a clear route to seek accountability and relief.*"

Undeterred, the lawyers sought out Terseli Loial, MINUSTAH's Chief Legal Officer. He instructed the lawyers to file their petitioners' claim with the chief of MINUSTAH's Claims Unit.

"*Courts have declared that immunity cannot mean impunity,*" said Concannon. "*If the UN refuses to provide an effective forum for resolving these complaints, national courts will.*"

ARGENT ETATS- POURQUOI FERNÁNDE OBAMA



Qu'ils s'en aillent tous

Par James Petras

Le 23 octobre dernier, Cristina Fernandez a remporté les élections avec 54% des suffrages, devançant de 37 points le score de son concurrent le plus proche. La coalition de la Présidente a également remporté les élections au Congrès, au Sénat et au Gouvernement, ainsi que dans 135 des 136 conseils municipaux de l'agglomération de Buenos Aires.

Ces résultats contrastent vivement avec la situation du président Obama qui, selon de récents sondages, est à la traîne derrière les candidats républicains aux présidentielles et risque bien de perdre le contrôle des deux chambres du Congrès lors des prochaines élections de 2012.

A quoi peut-on attribuer cette différence abyssale dans les choix des votants à l'égard de ces deux chefs d'État? Pour répondre à cette question, il convient de comparer, dans une perspective historique, les politiques socio-économiques et étrangères suivies et d'analyser les réponses apportées aux crises économiques aigues.

Méthodologie

Pour comparer leurs résultats, commençons par placer Cristina Fernandez et Barack Obama dans leurs contextes historiques respectifs. Leurs prédécesseurs, à savoir George Bush et Nestor Kirchner (feu le mari de Cristina Fernandez) ont tous deux été confrontés à des crises économiques et sociales majeures. Or, les réponses diamétralement opposées qu'ils ont apportées ont donné des résultats non moins divergents: d'une part, une croissance soutenue et équitable en Argentine et, d'autre part, des crises s'aggravant et des politiques aboutissant à des échecs aux États-Unis.

Contexte historique de l'Argentine : dépression, révolte et reprise

De 1998 à 2002, l'Argentine a traversé la crise sociale et économique la plus violente de son histoire. L'économie a plongé de la récession à une dépression généralisée et atteint une croissance négative à deux chiffres en 2001 – 2002. Le taux de chômage a grimpé à 25%, et jusqu'à 50% dans certaines zones ouvrières. Des dizaines de milliers de professionnels plongés dans la pauvreté faisaient la queue pour du pain et de la soupe à deux pas du palais présidentiel. Des centaines de milliers de sans-emplois, les piqueteros, ont bloqué les principaux axes routiers et certains ont pris d'assaut des trains transportant du bétail et des céréales destinées à l'exportation. Les banques ont fermé leurs portes, empêchant des millions d'épargnants d'accéder à leurs économies. Des millions de manifestants de la classe moyenne ont organisé des conseils de quartiers radicaux et se sont ralliés à des assemblées de chômeurs. Le pays était fortement endetté et les gens considérablement appauvris. L'état d'esprit du peuple menait en droite ligne à un soulèvement révolutionnaire.



L'opposition populaire à Obama, notamment le mouvement Occupy Wall Street, a encore bien du chemin à parcourir avant d'égaler les mouvements d'Argentine qui ont démis les présidents en place

Les banques ont fermé leurs portes, empêchant des millions d'épargnants d'accéder à leurs économies

Le président en place Fernando De la Rua a été renversé (2001), de nombreux manifestants ont été blessés, voire tués, lorsque la rébellion populaire a menacé de s'emparer du palais présidentiel. A la fin de 2002, des centaines d'usines en faillite avaient été «occupées», reprises et dirigées par des travailleurs. L'Argentine a suspendu le paiement de sa dette extérieure. Au début de 2003, Nestor Kirchner a été élu à la présidence, en pleine crise systémique. Il s'est opposé à toutes les pressions exercées pour que le remboursement de la dette reprenne ou que les mouvements populaires soient réprimés. Il a plutôt choisi de lancer une série de programmes de travaux publics d'urgence. Il a par ailleurs autorisé l›engagement de chômeurs pour un salaire de 150 pesos par mois, une mesure qui a permis à la moitié de la main d›œuvre de couvrir ses besoins élémentaires.

«Qu'ils s'en aillent tous»

Le slogan le plus populaire parmi les mouvements massifs qui occupaient les quartiers financiers, les usines, les bâtiments publics et les rues était : *Que se vayan todos* (Qu'ils s'en aillent tous), qui rejetait en bloc l'ensemble de la classe politique, les partis et leur leaders, le Congrès et les présidents. Or, si les mouvements étaient vastes, militants et unis sur ce qu'ils rejetaient, ils n'avaient pas de programme cohérent pour prendre les rênes du pouvoir ni de force politique nationale qui les guide. Après deux ans de tumulte, le peuple s'est rendu aux urnes pour élire Nestor Kirchner, avec le mandat « Produis ou péris !». Kirchner a bien saisi le message, du moins en ce qui concerne la croissance équitable.

Contexte: les États-Unis sous les ères Bush et Obama

Les dernières années de l'administration Bush et la présidence d'Obama ont coïncidé avec la crise sociale et économique la plus violente depuis la Grande Dépression des années 1930. En 2009, le chômage et le sous-emploi touchaient près d'un tiers des travailleurs; des millions de maisons ont été saisies; les faillites se sont multipliées et les banques étaient au bord de l'effondrement. Une croissance négative ainsi qu'une chute vertigineuse des revenus ont fait exploser la pauvreté et le nombre des bénéficiaires de l'aide alimentaire. Comme les Argentins, les citoyens mécontents se sont rendus aux urnes, mais ils se sont laissés séduire par une rhétorique démagogique du changement et ont placé leurs espoirs en Obama. Les démocrates ont ainsi remporté la présidence, de même qu'une majorité dans les deux chambres. La première priorité du nouveau président et du Congrès a été de verser des milliards de milliards de dollars pour renflouer les banques, en dépit d'un chômage et d'une récession qui allaient en s'aggravant. La deuxième a été de renforcer et d'étendre les guerres impériales d'outre-mer.

Obama a envoyé 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan; il a augmenté le budget militaire à 750 milliards de dollars; il a lancé de nouvelles opérations en Somalie, au Yémen, en Lybie, au Pakistan et ailleurs; il a augmenté l'aide militaire à l'armée coloniale d'Israël; il a signé des pactes militaires avec des pays d'Asie (Inde, Philippines, Australie) proches de la Chine. De plus, il a fait de l'expansion de l'empire militarisé une priorité absolue, et dilapidé le trésor et les fonds publics pour financer la relance de l'économie nationale et réduire le chômage.

Pour leur part, les présidents Kirchner et Fernandez ont limité le pouvoir des militaires, coupé dans les dépenses de l'armée et affecté les revenus de l'État à des programmes d'emploi, à des investissements productifs et à des exportations non traditionnelles.

Sous Obama, les crises ont fourni un prétexte pour consolider et donner un nouveau souffle au pouvoir financier de Wall Street. La Maison Blanche a augmenté le budget militaire pour développer ses guerres impériales, aggravant de la sorte le déficit budgétaire qu'elle a ensuite proposé de réduire en procédant à des coupes, principalement dans les programmes sociaux.

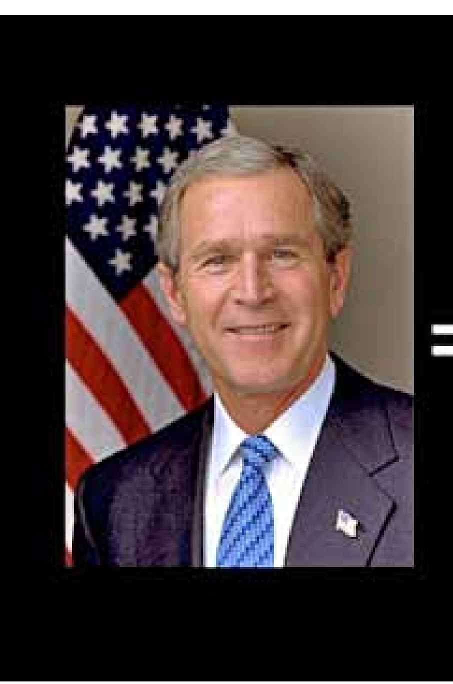
Argentine, de la crise à une croissance dynamique

En Argentine, la catastrophe économique et le soulèvement populaire ont donné à Kirchner l'occasion de changer de cap et d'abandonner le militarisme et le pillage spéculatif au profit de programmes sociaux et d'une croissance économique durable.

Les victoires électorales remportées par Kirchner puis par Fernandez reflètent leur réussite à créer un État-providence capitaliste «normal», un changement des plus réjouissants après 30 ans de régimes prédateurs néolibéraux soutenus par les États-Unis. Entre 1966 et 2002, l'Argentine a connu la brutalité de dictatures militaires avec notamment des généraux génocidaires qui ont assassiné 30.000 personnes de 1976 à 1982. De 1983 à 1989, elle a connu un régime néolibéral (Raul Alfonsin) qui n'a pas su gérer l'héritage de la dictature et avec lequel l'hyperinflation a atteint les trois chiffres. De 1989 à 1999, sous la présidence de Carlos Menem, l'Argentine a assisté à la vente de ses éléments les plus lucratifs – entreprises publiques, ressources naturelles (pétrole compris), banques, autoroutes, zoos et toilettes publiques les plus lucratives – qui ont été cédés pour une bouchée de pain à des investisseurs étrangers et à toute une clique de kleptocrates.

Enfin, Fernando De la Rua (2000 – 2001), malgré des pro-


Cristina Fernández

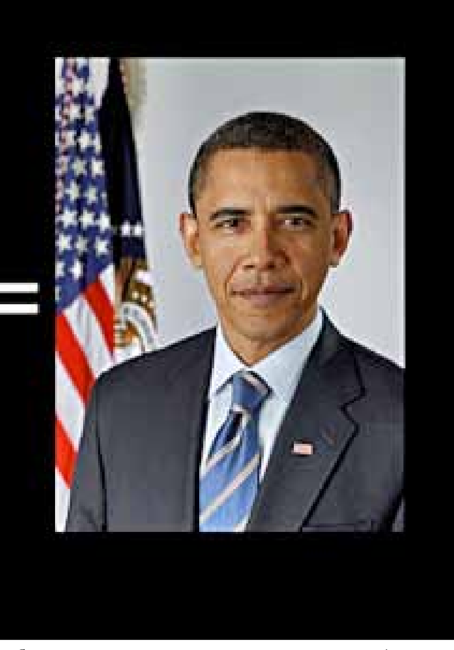

Bush et Obama redynamisent le secteu déséquilibre


Nestor Kirchner

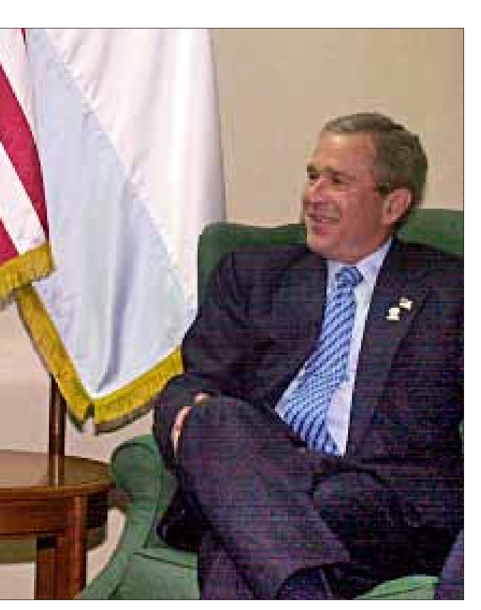
TINE ET
-UNIS :
CRISTINA
EZ GAGNE,
A PERD



z et Barack Obama



r financier parasite, aggravant ainsi le
économique



et George Bush



Cristina Fernandez a remporté les élections avec 54% des suffrages, devançant de 37 points le score de son concurrent le plus proche



aux États-Unis, le mécontentement de la population a été canalisé vers l'élection d'un escroc financier de Wall Street: Barack Obama



Des millions de manifestants de la classe moyenne ont organisé des conseils de quartiers radicaux et se sont ralliés à des assemblées de chômeurs

messes de changement, n›a fait qu›aggraver la récession, laquelle a abouti au crash de décembre 2001, à la fermeture des banques, à la faillite de 10.000 entreprises et à l›effondrement pur et simple de l›économie.

Dans ce contexte d›échec total et de désastres humains provoqués par les politiques libérales que prônent les Etats-Unis et le FMI, les présidents argentins Kirchner et Fernandez se sont mis en défaut sur le remboursement de la dette extérieure, ont renationalisé plusieurs entreprises privées ainsi que les fonds de pension, ont pris des mesures contraignantes à l›égard des banques, ont doublé les dépenses sociales, augmenté les investissements publics dans la production et augmenté la consommation pour remonter la pente. A la fin de 2003, le taux de croissance du pays passait des chiffres négatifs à 8%.

Droits de l'homme, programmes sociaux et politiques économique étrangère indépendante

L'Argentine a vu son économie augmenter de plus de 90% entre 2003 et 2011, soit trois fois plus que celle des États-Unis. La relance s'est accompagnée de dépenses sociales multipliées par trois, notamment affectées à des programmes de réduction de la pauvreté. Les pourcentages d'Argentins considérés comme pauvres a baissé de plus de 50% en 2001 à moins de 15% en 2011. Au cours de la même décennie, aux Etats-Unis, la pauvreté est passée de 12% à 17%.

Les Etats-Unis sont devenus le pays présentant les inégalités les plus marquées de l'**OCDE**, avec 1% de la population qui contrôle 40% des richesses (contre 30% il y a 10 ans); en Argentine, les inégalités ont chuté de moitié. L'économie américaine n'est pas parvenue à se relever de la grave récession de 2008-2009, au cours de laquelle elle a baissé de 8%; l'Argentine a décliné de moins de 1% en 2009 et elle a atteint un vigoureux 8% en 2010-2011).

L'Argentine a nationalisé ses fonds de pension, doublé les rentes de base et introduit un service universel de protection des enfants pour contrer la malnutrition et garantir la scolarité; aux États-Unis, 20% des enfants sont mal nourris, le taux d'absentéisme augmente chez les adolescents et la malnutrition touche plus de 25% des mineurs. Avec les coupes annoncées dans les secteurs de la santé et de l'éducation, les conditions sociales ne peuvent qu'empirer. En Argentine, les revenus des travailleurs employés et salariés ont augmenté de plus de 50% en termes réels au cours de 10 dernières années, alors qu'aux États-Unis, ils ont baissé de près de 10%.



Kirchner et Fernandez ont fait en sorte que le secteur bancaire finance la croissance des exportations, de la manufacture et de la consommation intérieure

La croissance dynamique du PNB de l'Argentine est due à l'augmentation de la consommation domestique et aux importants gains réalisés par l'exportation. Son large excédent commercial se base sur des prix de marché favorables et une compétitivité qui va grandissant; aux États-Unis, la consommation intérieure a stagné, le déficit commercial frôle le 1,5 milliard de milliards de dollars et les revenus sont dilapidés en dépenses militaires non productives à raison de plus de 900 milliards par année.

Alors qu'en Argentine, la politique de défaut de paiement de la dette a été adoptée en conséquence de la rébellion populaire et des mouvements de masse, aux États-Unis, le mécontentement de la population a été canalisé vers l'élection d'un escroc financier de Wall Street: Barack Obama. Celui-ci s'est empressé d'affecter les ressources au sauvetage de l'élite financière au lieu de la laisser aller à la faillite et d'instaurer la croissance, la compétitivité et la consommation sociale.

Les alternatives de l'Argentine aux renflouements et à la pauvreté

Le cas de l'Argentine contredit tous les préceptes suivis par les agences financières (FMI, Banque mondiale), tous leurs partisans politiques et journalistes de la presse financière. Depuis la première année (2003) de la relance de l'Argentine jusqu'à aujourd'hui, les experts ont « prédit » une croissance insoutenable – qui s'est pourtant poursuivie vigoureusement pendant plus d'une décennie. Les analystes prédisaient que le défaut de paiement de l'Argentine l'amènerait à son exclusion des marchés financiers et verrait l'effondrement de son marché. L'Argentine a misé sur un autofinancement par le produit des exportations et sur une réactivation de l'économie nationale, confondant ainsi les économistes les plus prestigieux.

En voyant la croissance se poursuivre, les observateurs du Financial Times et de Wall Street Journal ont affirmé qu'elle prendrait fin lorsque les «capacités inhabituelles seraient épuisées». Au contraire, les bénéfices croissants ont permis de financer l'expansion du marché intérieur et d'exploiter des potentiels, notamment sur de nouveaux marchés en Asie et au Brésil.

Pas plus tard que le 25 octobre dernier, les chroniqueurs du Financial Times ont palabré sur «les crises à venir» en empruntant des accents de prédicateurs de l'apocalypse. Ils ont rabâché encore et encore leurs critiques d'une forte inflation, de programmes sociaux non-viables, d'une monnaie surévaluée pour annoncer la fin de la prospérité. Or, leurs mises en garde, ils les ont claironnées dans un contexte où la croissance reste pourtant à 8% pour 2011 et où Cristina Fernandez vient de remporter les élections à une écrasante majorité. Les scribes financiers anglo-américains feraient bien de tourner leur lorgnette sur la déliquescence de leurs régimes de libre échange en Europe et en Amérique du Nord plutôt que de mépriser une expérience économique qui aurait beaucoup à leur apprendre.

Répondant aux criques émanant de Wall Street, Mark Weisbrot et ses associés ont souligné ("The Argentina Success Story", Center for Economic Bad Policy Research, octobre 2011) que la croissance de l'Argentine se fondait sur l'augmentation de la consommation domestique, des exportations de produits manufacturés vers des partenaires régionaux ainsi que sur les exportations traditionnelles de minerais et de denrées alimentaires vers l'Asie. En d'autres termes, l'Argentine n'est pas totalement dépendante des exportations primaires; son commerce est équilibré et ne dépend pas outre mesure du prix des matières premières. Quant à l'inflation, Weisbrot relève qu'»elle est peut-être élevée, mais ce qui importe pour le bien-être de la grande majorité de la population, c'est la croissance réelle et la répartition du revenu».

Sous Bush et sous Obama, les Etats-Unis ont suivi une voie perverse totalement divergente: ils ont accordé la priorité aux dépenses militaires et renforcé l'appareil sécuritaire, au détriment de l'économie productive. Obama et le Congrès ont développé la police d'État, accru son influence politique sur des politiques budgétaires régressives et violé de plus en plus les droits de l'homme et les droits civils. Kirchner et Fernandez, quant à eux, ont poursuivi des dizaines d'auteurs d'atteintes aux droits de l'homme issus de la police et de l'armée et diminué le pouvoir politique des militaires.

En définitive, les présidents argentins ont affaibli le bloc de pression militariste qui préconise davantage de dépenses dans l'armement et la sécurité. Ils ont créé une situation plus favorable à leur projet politique basé sur le financement de la compétitivité économique, de nouveaux marchés et de programmes sociaux. Bush et Obama redynamisent le secteur financier parasite, aggravant ainsi le déséquilibre économique. Kirchner et Fernandez ont fait en sorte que le secteur bancaire finance la croissance des exportations, de la manufacture et de la consommation intérieure. Obama a taillé dans la consommation pour payer les créditeurs; Kirchner et Fernandez ont imposé aux porteurs d'obligations une coupe de 75% afin de financer les dépenses sociales.

Kirchner et Fernandez ont remporté trois élections présidentielles, avec une énorme avance; il se peut qu'Obama doive se contenter d'un seul mandat, malgré la somme astronomique – chiffrée en milliard – versée pour sa campagne par Wall Street, par l'industrie militaire et par les réseaux pro-Israël.

L'opposition populaire à Obama, notamment le mouvement Occupy Wall Street, a encore bien du chemin à parcourir avant d'égaler les mouvements d'Argentine qui ont démis les présidents en place, bloqué les autoroutes pour paralyser la circulation et la production, et imposé un agenda social qui accordait la priorité à la production plutôt qu'à la finance, à la consommation plutôt qu'aux dépenses militaires. Occupy Wall Street a fait un premier pas vers la mobilisation des millions de participants actifs nécessaires pour créer ce levier social qui a permis à l'Argentine de passer d'un État client style US à un État social indépendant et dynamique.

Source: http://petras.lahaine
30 octobre 2011
Traduit par Tlaxcala et édité par Thierry Pignolet
Tlaxcala 7 Novembre 2011

G20, symbole de la faillite d'un système

Par Eric Toussaint

Le G20 n'est pas plus légitime que son géniteur le G7 (Etats-Unis, Canada, Allemagne, Royaume Uni, France, Italie, Japon), qui l'a lancé il y a 3 ans alors que commençait à sévir durement la crise économique la plus grave depuis les années 1930. Le G20 a été mis en échec du début à la fin de sa réunion des 3 et 4 novembre 2011 à Cannes. La crise de l'Union européenne et de la zone euro est patente et au cœur de toutes les préoccupations. La pirouette du premier ministre grec Georges Papandreou annonçant trois jours avant le début du sommet la convocation d'un référendum en Grèce a remis en cause le dernier échafaudage en date pour tenter d'éviter une faillite en chaîne des grandes banques privées européennes et son effet boomerang sur les institutions financières nord-américaines [1].

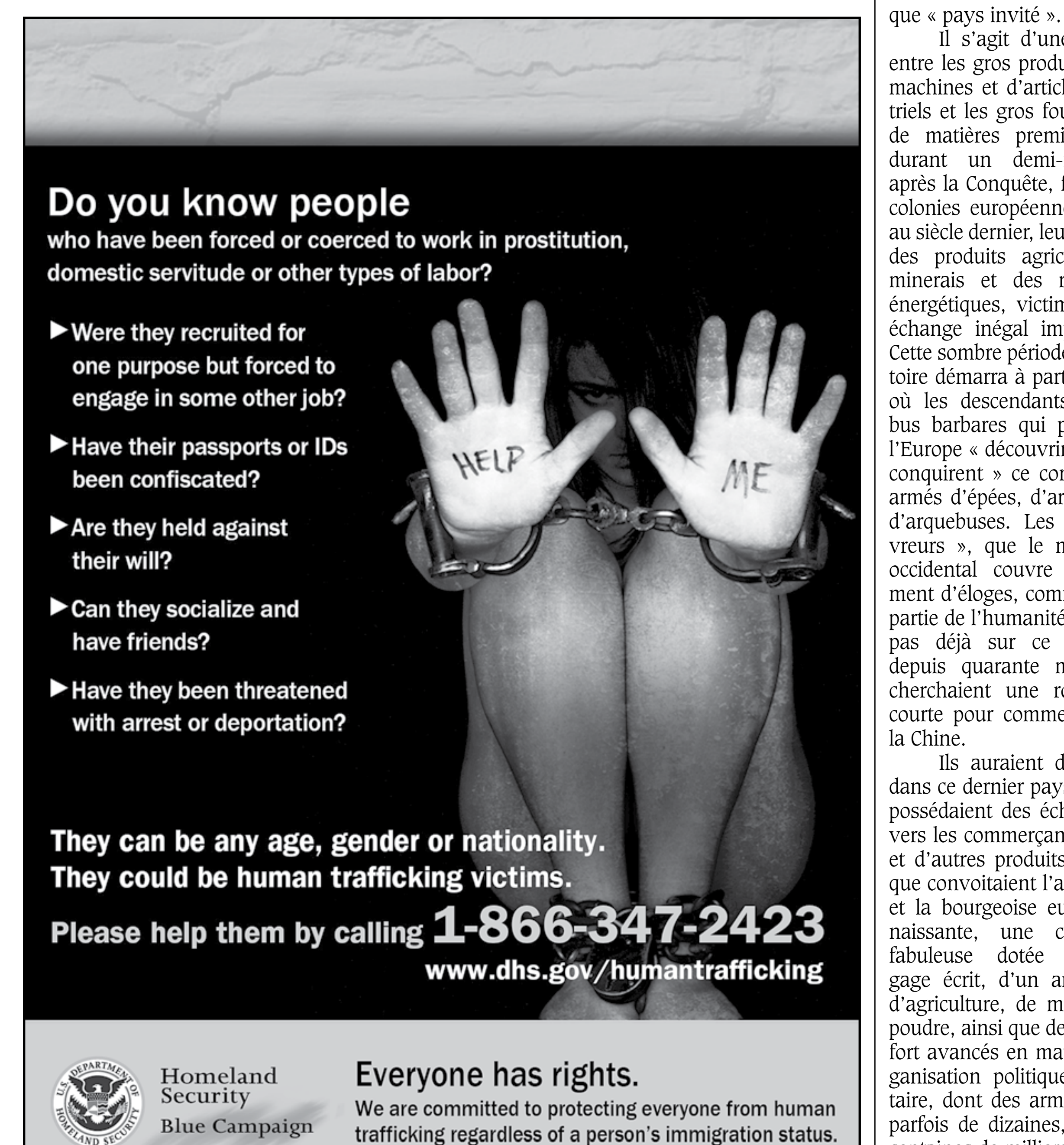
L'agenda du G20, préparé minutieusement depuis des mois, a été complètement chamboulé. De manière pathétique, tous les chefs d'Etat et les dirigeants de grandes entreprises sont devenus subitement dépendants de la capacité du tandem Sarkozy-Merkel d'obtenir des autorités grecques l'abandon du référendum avant la fin du G20. Si la perspective du référendum avait été confirmée et s'il avait consisté à demander l'accord du peuple grec sur l'application des accords du sommet européen des 26 et 27 octobre 2011, une débâcle bancaire et financière s'en serait suivie. Pourquoi ? Parce que tout indiquait que le plan allait être rejeté : selon un sondage réalisé après le 27 octobre, seuls 12% des Grecs approuvaient l'accord. La perspective du rejet du plan aurait provoqué au cours du mois de novembre 2011 une dégringolade de la valeur des titres grecs, obligeant les plus grandes banques européennes à appliquer une décote de 80 à 90% sur leurs actifs grecs. Les actionnaires auraient amplifié les ventes d'actions de ces banques, provoquant un écroulement en Bourse. Des attaques spéculatives se seraient déclenchées contre les titres italiens et espagnols et la zone euro aurait été incapable de faire face car le Fonds européen de stabilité financière (FESF) n'est pas doté de moyens suffisants. Les banques créancières de l'Italie et de l'Espagne n'auraient pas résisté.

Il est évident que Georges Papandréou, sous le coup de nouvelles réactions populaires très dures au cours de la fête nationale du 28 octobre et face aux critiques dans son camp, cherchait maladroitement à gagner du temps et à s'assurer un vote de confiance au parlement. Son virage n'a pas été subitement motivé par la volonté de donner la parole au peuple, lui qui depuis 18 mois bafoue les règles les plus élémentaires de la démocratie et renie ses engagements électoraux. Le 1er novembre, sa promesse de référendum, une fois connue, a été très largement rejetée par la population grecque ainsi que par les partis et organisations sociales de gauche. Il n'en reste pas moins que pour des raisons tout à fait opposées, les dirigeants européens ont unanimement refusé toute consultation populaire concernant le nouveau plan d'austérité imposé à la Grèce en octobre.

La crise de l'Union européenne (UE) est patente et ce ne sont pas les dirigeants des institutions européennes qui ont joué les premiers rôles au G20. José Manuel Barroso et Herman van Rompuy, respectivement président de la Commission et du Conseil européens, ont joué le rôle de simples figurants tandis que les présidents des deux pays les plus forts de la zone euro ont mené du début à la fin toutes les tractations importantes.

Même si la reculade de Georges Papandréou et la perspective d'un gouvernement d'union nationale s'engageant à appliquer les mesures d'austérité refusées par la majorité du peuple grec sauvent provisoirement la mise au plan d'aide à Athènes

Suite à la page (15)



La réunion du G-20

Par Fidel Castro Ruz

C'est demain que débute la réunion du G-20, des pays les plus développés et les plus riches de la planète : les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et l'Union européenne comme organisation à part qui a le droit d'y participer, autrement dit les bastions fondamentaux de l'OTAN, plus leur alliés: le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Turquie, à son double titre de pays en développement et de membre de l'OTAN, et l'Arabie saoudite – un gigantesque dépôts de pétrole léger aux mains des transnationales d'Occident qui en tirent 9,4 millions de baril par jour, dont la valeur aux cours actuels est d'un milliard de dollars – d'un côté de la table, et de l'autre côté un groupe de pays au poids économique et politique croissant qui sont en train de devenir, de fait, compte tenu du nombre de leurs habitants et de leurs ressources naturelles, une expression des intérêts de la majorité de notre monde victime et pillé : la République populaire de Chine, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Argentine et le Mexique. L'Espagne, elle aussi alliée de l'OTAN, n'est que « pays invité ».

Il s'agit d'une réunion entre les gros producteurs de machines et d'articles industriels et les gros fournisseurs de matières premières qui, durant un demi-millénaire après la Conquête, furent des colonies européennes et qui, au siècle dernier, leur livraient des produits agricoles, des minerais et des ressources énergétiques, victimes d'un échange inégal impitoyable. Cette sombre période de l'Histoire démarra à partir du jour où les descendants des tribus barbares qui peuplèrent l'Europe « découvrirent » et « conquirent » ce continent-ci, armés d'épées, d'arbalètes et d'arquebuses. Les « découvreurs », que le monde dit occidental couvre si largement d'éloges, comme si une partie de l'humanité ne vivait pas déjà sur ce continent depuis quarante mille ans, cherchaient une route plus courte pour commercer avec la Chine.

Ils auraient découverts dans ce dernier pays, dont ils possédaient des échos à travers les commerçants de soie et d'autres produits précieux que convoitaient l'aristocratie et la bourgeoise européenne naissante, une civilisation fabuleuse dotée du langage écrit, d'un art raffiné, d'agriculture, de métaux, de poudre, ainsi que de principes fort avancés en matière d'organisation politique et militaire, dont des armées fortes parfois de dizaines, voire de centaines de milliers de cavaliers.



Obama et Sarkozy à la réunion des pays les plus développés et les plus riches de la planète G-20

Ils étaient sur le point de naufrager quand ils touchèrent terre à proximité de Cuba, notre île dont Colomb prit possession peu après au nom du roi d'Espagne. Aurait-il pu le faire s'il était vraiment arrivé en Chine, selon son intention ? Son erreur a coûté à ce continent-ci des dizaines de millions de vie perdues dans le partage de l'Amérique, en vertu d'une bulle papale, entre deux règnes de la péninsule ibérique au milieu des conflits constants de la noblesse médiévale.

Comme le signalait le génial peintre indien Oswaldo Guayasamín, la conquête en soi et la recherche d'or et d'argent coûtèrent à ceux qui peuplaient ce continent, berceau d'importantes civilisations, soixante-dix millions de vies.

L'Afrique noire peut aussi dire à son tour ce qu'a signifié cette conquête pour des millions de ses enfants, arrachés de là et vendus comme esclaves sur ce continent-ci.

L'oligarchie multimillionnaire qui, représentée par des chefs d'État ou de gouvernement, se réunira à Cannes avec les représentants de presque six milliards d'habitants qui aspirent à ce que leurs peuples puissent mener une existence digne, devrait réfléchir à ces réalités.

Ces pays prétendent monopoliser les technologies et les marchés par les brevets, les banques, les moyens de transport les plus modernes et les plus coûteux, la maîtrise cybernétique de complexes procès de production, le contrôle des communications et des médias afin de duper le monde.

Maintenant que les habitants de notre planète se montent à sept milliards, les États qui n'en représentent qu'un sur sept et dont les populations, à en juger par les protestations massives qui se déroulent en Europe et aux États-Unis, ne semblent guère satisfaits, mettent en danger la survie de notre espèce.

Quelqu'un pourrait-il oublier que les États-Unis ont saboté l'Accord de Kyoto à un moment où l'on disposait d'un peu plus de temps pour empêcher une catastrophe, compte tenu des changements climatiques qui se produisent à vue d'œil ?

Une autre réunion des chefs d'État et de gouvernement vient de se tenir les 28 et 29 octobre : ceux des pays ibéro-américains. Au nombre des calamités que les peuples hispanophones et lusophones ont dû supporter, il y a qu'ils vivent dans la région du monde où la distribution des richesses est la plus inégale. Bruno Rodríguez Parrilla, notre ministre des Relations extérieures, après être intervenu à New York à la session de l'ONU sur le blocus appliqué à Cuba, s'est rendu à Asunción, la capitale du Paraguay, où il s'est dit des choses extrêmement intéressantes sur la crise qui secoue l'Union européenne.

Le nouveau Premier ministre portugais s'est plaint amèrement que l'Union européenne se retrouve épuisée et sans fonds après avoir sauvé la Grèce à des coûts records, qu'elle pourrait faire face à une crise au Portugal, mais qu'elle se plongerait alors en pleine banqueroute, incapable de secourir l'Italie, la septième économie mondiale, ce qui entraînerait la France dont les banques accumulent le gros de la dette italienne.

Les dirigeants ibériques doutent que l'engagement contracté envers la Grèce puisse se concrétiser et augurent, dans ce cas, une crise plus prolongée que celle de 1929.

Les dépêches informaient ce matin des dures conséquences qu'ont entraînées les pluies sans précédent qui se sont abattues sur la Thaïlande, le plus gros exportateur de riz au monde, dont les ventes chuteront de 25 à 19 millions de tonnes.

En revanche, l'information que la Chine augmentait sa production de cuivre métallique de presque cinq millions de tonnes a eu des effets considérables. Il n'empêche : alors que les États-Unis conservent intact leur pouvoir de veto au Fonds monétaire international, celui-ci refuse à la Chine le simple droit d'adopter le yuan comme monnaie convertible ! Jusqu'à quand cette tyrannie durera-t-elle ?

C'est à travers ce prisme qu'il faut analyser chaque mot prononcé au Sommet du G-20.

Fidel Castro Ruz
Le 2 novembre 2011

Petrocaribe : pour un commerce juste et équitable dans les Caraïbes



C'est en 2005 autour de 14 nations que naît l'accord de coopération énergétique Petrocaribe

C'est en 2005 autour de 14 nations que naît l'accord de coopération énergétique Petrocaribe. L'objectif : parvenir à l'intégration des peuples d'Amérique Centrale et des Caraïbes, grâce à la coopération énergétique, basée sur un modèle d'échange équitable et favorable pour les pays. L'initiative regroupe aujourd'hui dix-huit pays : Antigua-et-Barbuda, le Bahamas, le Belize, Cuba, la communauté de la Dominique, le Guatemala, Haiti, le Honduras, la Jamaïque, le Nicaragua, la République Dominicaine, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, le Surinam et enfin le Venezuela. Ce projet a pour but d'encourager le développement social et économique de la région, avec cinq principes directeurs : l'union, la solidarité, la coopération, la complémentarité, et la vision du Sud.

Selon les informations de l'entreprise pétrolière vénézuelienne PDVSA, Petrocaribe offre l'approvisionnement énergétique grâce à des accords financiers pour augmenter la disponibilité des ressources de développement des pays-membres.

Autre objectif : augmenter les capacités de production électrique, de raffinage, de pétrochimie, de stockage et de distribution des hydrocarbures. Cela s'effectue notamment avec des échanges de savoirs, des transferts de technologies ou en créant des entreprises mixtes bi-nationales ou trans-nationales.

Cet accord permettra également de réaliser des économies et de se tourner vers les énergies renouvelables. Il stimulera la production locale, par le biais de l'échange de biens et services contre des hydrocarbures. Enfin l'objectif est de renforcer la sécurité et la souveraineté des nations de la région et de lancer des grands projets sociaux et productifs.

Les réussites de Petrocaribe

Au cours du 7e conseil des ministres de Petrocaribe qui s'est tenu dernièrement à Managua, au Nicaragua, le ministre vénézuelien de l'Energie et du pétrole, Rafael Ramírez a effectué un premier bilan. Il a ainsi mis en exergue le renforcement des capacités de stockage, de distribution et de création d'énergie des pays membres. « Chaque jour, environ 92 000 barils d'hydrocarbures approvisionnent les pays membres, a-t-il indiqué, transportés par les deux cargos Petión et Sandino, exclusivement dédiés au transport de dérivés de pétrole ». Le ministre a également souligné que 176 millions de barils ont été distribués depuis 2005, soit une facture de plus de 14 milliards de dollars, dont près de 6 milliards ont déjà été réglés. Selon Ramirez, la capacité d'approvisionnement de la région a atteint 262 000 barils, chiffre atteint grâce à la mise en oeuvre de 5 grands projets dans différents pays membres. Ramirez, qui est également président de PDVSA, a annoncé qu'en 2014 la capacité de production atteindra 1 417 000 de barils.

Infrastructures de raffinage

Pour améliorer le raffinage du pétrole brut, trois usines existent déjà : la raffinerie Camilo Cienfuegos à Cuba, d'une capacité de 65 mille barils jours (MBJ), Petrojam en Jamaïque, (34 MBJ) et enfin en Dominique, Refidomsa, (36 MBJ). Grâce à un investissement de 20,5 milliards de dollars, la production de l'usine de Cuba sera portée à 150 MDJ à laquelle s'ajoute Hermano Diaz, qui produira 50 MBJ. Enfin une nouvelle usine sera construire à Matanzas et fournira 150 MBD. Au Nicaragua c'est un véritable complexe industriel « le rêve suprême de Bolivar », ajoutant encore 150 mille barils par jour. Au total, l'ensemble de la région sera doté d'une capacité de raffinage de 570 000 barils par jour.

Développer les projets sociaux

Le Fond Alba Caribe, alimenté par Petrocaribe a permis d'attribuer 179 millions de dollars à un ensemble de 85 projets dans 11 pays de la région ainsi que 29 millions pour trois projets électriques.

Dans son rapport, PDVSA explique que « ce mécanisme de coopération non conventionnel est destiné à la lutte contre l'exclusion et les inégalités, entendues comme phénomènes structurels et aux dimensions multiples. Il soutient le financement de programmes sociaux, avec pour priorité l'accès aux soins à l'éducation et au logement. Ainsi ces projets soutiennent le développement économique des peuples ».

Un autre fond, Alba Alimentos, traite des questions agroalimentaires et de l'agriculture. 24,3 millions ont été assignés à 12 projets dans 9 pays différents. A ce sujet, le président nicaraguayen, Daniel Ortega, a affirmé qu'au travers de cet accord « les projets de construction d'infrastructures et stockage et de raffinage s'unissent avec les projets sociaux, l'ensemble contribuant à l'échec de la pauvreté et au développement intégral des peuples signataires. Socialistes et solidaires, grâce à cet accord, les peuples ont aussi droit à la culture, à l'éducation et à la science. »

De son côté, le ministre de l'Information et de la mobilisation nationale de Grenade, Glen Noël, a relevé que Petrocaribe a « renforcé l'union de la communauté latino-américaine et caribéenne et a permis de réduire les coûts de combustibles par l'échange

Suite à la page (14)

IARPA, de nouveaux moyens US pour surveiller l'Amérique Latine et le monde

Par J. Patrice McSherry *



Intelligence Advanced Research Projects Activity (Iarpa), qui fonctionne sous la direction du directeur du Renseignement National des Etats-Unis

Le gouvernement des Etats-Unis assemble des données des réseaux sociaux et les stocke dans une base de données. Le nouveau projet de superordinateurs relève d'un organisme peu connu, Intelligence Advanced Research Projects Activity (Iarpa), qui fonctionne sous la direction du directeur du Renseignement National des Etats-Unis.

Avec l'appui technique de plusieurs universités étasuniennes, le gouvernement des États-Unis veut utiliser l'information « publique » que les utilisateurs mettent sur Facebook, Twitter, sites web, webcams, blogs et autres médias sociaux pour accumuler une énorme base de données avec l'intention de prévenir tant les crises politiques, c'est-à-dire, révolutions, instabilité ou explosions sociales, que les crises économiques. Comme le « Projet Camelot » des années 60, ce projet de surveillance et d'espionnage sera dirigé vers l'Amérique Latine.

Le nouveau projet relève d'un organisme peu connu, Intelligence Advanced Research Projects Activity (Iarpa), qui fonctionne sous la direction du directeur du Renseignement National des Etats-Unis. Le projet copiera, automatiquement, au moyen de superordinateurs, des données de 21 pays d'Amérique Latine, pour une période de trois ans qui commencerait en 2012. Il y a un projet similaire pour l'Afghanistan, mené par Darpa (l'organisation militaire « sœur », du Pentagone) pour identifier des réseaux sociaux de terroristes potentiels dans ce pays.

En 1964, le Bureau de Recherche et développement de l'armée des États-Unis a parrainé le « Projet Camelot », qui fut un effort de recompilation d'information dans le contexte de stratégie de contre-insurrection. Camelot a été conçu, originellement, pour avoir une couverture large, comprenant des pays en développement dans le monde entier. Cependant, le projet a été mis en application seulement au Chili et pas longtemps.

Les objectifs évidents du projet étaient « de dessiner des procédés pour évaluer le potentiel de ce que se développe une guerre interne à l'intérieur des sociétés nationales » et « identifier... quelles actions un gouvernement pouvait développer pour calmer les conditions favorables à celle-ci ». Sous le camouflage fourni d'un projet universitaire de sciences du comportement, qui se situait au Bureau d'Investigation d'Opérations Spéciales de l'American University (financée par l'armée), Camelot était un projet caché de renseignement. Un général de l'armée des Etats-Unis a affirmé que le projet précité « nous aiderait à prédire l'utilisation potentielle de l'armée des Etats-Unis dans n'importe quel cas où la situation pouvait déborder ».

Au Chili, Camelot fut présenté comme une enquête universitaire, cachant sa relation avec le Pentagone. Les enquêteurs ont interrogé des Chiliens de tous les secteurs de la société pour établir leurs croyances politiques, leurs engagements avec la démocratie et d'autres informations personnelles et politiques. Selon une chilienne qui a été interviewée, chaque personne a été ensuite classée dans une catégorie en fonction du niveau de danger ou de « potentiel subversif ». Quand cette personne essayait d'obtenir ensuite un visa pour les États-Unis, les autorités US avaient une fiche complète sur elle, avec toute l'information supposée confidentielle qu'elle avait remplie dans le formulaire.

Les bases de données de Camelot ont aussi été utilisées pour la guerre psychologique. Elles ont servi à influer sur les attitudes politiques et, de cette façon, à manipuler certaines élections clefs. La CIA a numérisé les données compilées par Camelot et elle les a analysées et les a utilisées pour faire d'effrayantes annonces anticommunistes pendant la campagne électorale de 1964 d'Eduardo Frei, candidat démocrate-chrétien, contre le gauchiste Salvador Allende. Par exemple, on a dit aux femmes que, Allende élu, leurs enfants seraient envoyés à Cuba et leurs époux dans des camps de concentration. La nature anti-insurrection du « Projet Camelot » fut découverte par le gouvernement chilien et il fut arrêté en 1965, après des audiences tant au Congrès du Chili qu'à celui des États-Unis.

Ce n'est pas la première fois que dans une époque récente le gouvernement des Etats-Unis a accumulé de grandes quantités de données dans des projets de *date mining* (extraction massive de données). Pendant l'administration de George Bush, le National Security Agency a commencé l'extraction de données de millions de citoyens des États-Unis –appels téléphoniques, courriers électroniques, fax et autres sources – dans un programme secret sans autorisation judiciaire, soit disant pour découvrir et surveiller des membres potentiels de réseaux terroristes. L'administration précitée a aussi essayé de mettre en application un autre énorme projet, qui s'est appelé « Total Information Awareness », pour accumuler une base de données pour chercher des modèles de conduite ou de tendances dans les courriers, appels téléphoniques, transactions financières, information sur les visas, et cetera, soit disant pour identifier des ennemis. Ce programme a été rejeté par le Congrès après qu'une réaction très négative du public ait eu lieu.

Ce type de projet a des implications extrêmement inquiétantes pour les citoyens, tant d'Amérique Latine que des États-Unis et de tout autre pays dans le monde. C'est le point de départ pour une surveillance massive de toute la population, à travers sa vie personnelle et sociale, violant sa liberté personnelle et ses droits. L'idée que des organisations de renseignement et des militaires surveillent et procèdent au suivi des citoyens – tous soupçonnés – pour prévenir des actes de violence dans l'avenir est autoritaire et orwellien, et évoque la doctrine de sécurité nationale. L'appareil de sécurité nationale des Etats-Unis semble s'étendre et s'amplifier hors de contrôle, avec des projets de plus en plus intrusifs et antidémocratiques. Maintenant que les citoyens dans beaucoup de pays sont de plus en plus indignés par leurs systèmes respectifs et recourent à des actes de protestation pour exiger des changements économiques, sociaux et politiques, il devient nécessaire de connaître et de défier ce type de projets.

*Directrice du Programme d'Études sur l'Amérique latine et les Caraïbes à Long Island University, Brooklyn.

El Correo 31 octobre 2011

Un pizzaïolo chez les républicains

Malgré une affaire de harcèlement sexuel, Herman Cain reste au coude à coude avec le favori de la primaire, Mitt Romney

Par Alexandra Geneste

À chaque campagne électorale américaine, ses outsiders. Les républicains sont passés champions en la matière. Mais jusqu'à présent, leurs candidats les plus imprévisibles dans la course à la Maison-Blanche étaient plutôt de la trempe de milliardaires en quête d'un coup médiatique pour booster leur carrière, tels Steve Forbes, Ross Perot ou Donald Trump. Dans la campagne qui se joue aujourd'hui, à un an de la présidentielle de 2012, le profil du candidat Herman Cain, un Noir républicain ultraconservateur, issu d'un milieu modeste et ancien patron d'une chaîne de pizzerias, détonne.

Son slogan de prédilection? « La simplicité, c'est le génie. » Des mots que le Texan Ross Perot aurait pu répéter à l'envi. À moins de deux mois du début des primaires conservatrices dans l'Iowa, Herman Cain, 65 ans, est le seul des huit candidats républicains à faire parler de lui. Et il se retrouve au coude à coude dans les sondages avec Mitt Romney, l'ancien gouverneur du Massachusetts, considéré comme le favori du «parti de l'éléphant».

Il recueille 23 % des intentions de vote

Mieux, la popularité de ce selfmademan semble à peine ébranlée par l'affaire de harcèlement sexuel révélée, il y a une semaine, par le site Politico, que Cain a d'abord démentie avant de rétropédaler et de retrouver la mémoire. Selon un sondage publié vendredi, pour 55% des électeurs républicains, cette histoire qui remonte aux années 1990, à l'époque où le candidat présidait l'Association nationale des restaurateurs, n'est pas «un problème grave», et 70 % d'entre eux ne changeront pas leur vote. Si aucune précision n'a été donnée sur la nature des faits reprochés à Cain, son accusatrice dit maintenir ses allégations mais ne souhaite plus revenir sur l'affaire, qui s'était soldée par un arrangement financier (35.000 dollars) auquel cet homme marié n'avait pas été mêlé. «Pourquoi en parler maintenant?» s'interroge Herman Cain, qui dénonce une campagne de «diffamation» visant à saboter sa candidature.

Herman Cain, qui dépassait les 30 % d'intentions de vote la semaine dernière, en recueille désormais 23 %, juste derrière Mitt Romney (24 %), et loin devant Rick Perry (12 %), le gouverneur du Texas, qui était donné comme le candidat idéal pour affronter Barack Obama en 2012. «Je vais être président», lançait, vendredi soir, sous les acclamations de partisans républicains réunis à Washington, ce natif du Tennessee qui aime à se présenter comme le fils d'un chauffeur et d'une femme de ménage.



Le candidat Herman Cain, un Noir républicain ultraconservateur, issu d'un milieu modeste et ancien patron d'une chaîne de pizzerias

Ce qui, selon lui, l'oppose à son rival mormon, chouchou de l'establishment républicain ? L'expérience. «Avec tout le respect que je lui dois, précise Cain en référence à Romney, sa carrière a été plus orientée vers Wall Street, et la mienne vers l'Amérique de tous les jours.» Avec un taux de chômage à 9,1 %, une dette publique record et une croissance d'à peine 2,5%, le candidat qui incarne M. Tout-le-monde séduit forcément. Herman Cain s'adresse à l'Amérique en crise. «J'ai géré des petites entreprises. Je nettoyais moi même le parking», insiste-t-il.

Le programme du candidat copie-t-il Sim City?

Le mouvement populiste Tea Party, avec lequel les républicains doivent maintenant composer, le préfère à Mitt Romney, trop centriste, trop modéré. Son programme se résume toutefois à deux propositions : installer une clôture électrifiée le long de la frontière mexicaine pour dissuader les clandestins de la franchir – à moins d'y placer une armée d'alligators –, et remplacer le code fiscal par le plan «9-9-9», consistant en un taux d'imposition unique de 9 % sur les revenus, les entreprises et les taxes à la consommation. Un plan dont les principes rappellent étonnamment le jeu vidéo Sim City, relèvent des internautes.

À côté de ce pizzaïolo de la politique, l'ancien gouverneur du Massachusetts, déjà en lice à la primaire républicaine de 2008, n'a aucun mal à s'imposer comme le candidat sérieux et crédible. Nombreux sont les analystes à parier sur sa performance, façon «coureur de fond». Son rival, qui ne dispose d'aucune structure de campagne et encore moins de fonds, ne devrait pas tarder à s'essouffler, prédisent-ils, comme en écho à la formule du Washington Post, qui, en octobre, disait de Herman Cain qu'il était «la saveur républicaine du mois».

Sa popularité tiendra-t-elle deux mois de plus, jusqu'au caucus de l'Iowa, le 3 janvier? Les Américains «aiment bien» Cain mais «ils ont besoin» de Romney, répondent les sondages, qui rappellent qu'environ deux tiers des électeurs américains restent indécis. Et que Barack Obama l'emporterait contre n'importe quel adversaire républicain si l'élection avait lieu aujourd'hui.

Le Journal du Dimanche 6 novembre 2011

Suite de la page (13)

solidaire. Tout ceci a rendu possible que les bénéfices réalisés soient destinées aux projets sociaux qui ont énormément bénéficié à notre nation.

La priorité au social

Dans un entretien avec l'Agence vénézuelienne d'Information (AVN) l'économiste vénézuelien expert en énergie, Luis Alberto Matos, a rappelé que lors de la création de Paetrocaribe en 2005, autour de 14 dirigeants d'Amérique Centrale et des Caraïbes, la réalité et les perspectives énergétiques de la région étaient dominées par l'hégémonie des multinationales qui contrôlaient le marché pétrolier. « Grâce à Petrocaribe, cette situation a changé, et désormais des nations comme Dominique, Grenade, le Nicaragua, Cuba, Saint Vincent ou la République Dominicaine sont en train de construire et de développer leur infrastructures pour accueillir, stocker et distribuer du combustible, couvrant ainsi une grande partie des besoins énergétiques de ses habitants. »

L'économiste a également remarqué qu'à la différence d'autres initiatives communautaires, Petrocaribe a placé le social au dessus des intérêts économiques, en concentrant son aide sur ceux qui disposent du moins de ressources énergétiques. « le Venezuela n'est plus isolé, car il fait à la fois partie des Caraïbes, de la Grande Colombie qu'avait formé Simon Bolivar, le Libertador, et de l'Amérique du Sud. Nous avons ainsi mis à disposition des nations frères notre expérience dans le domaine de l'industrie pétrolière et avec, notre production, pour contribuer à la sécurité énergétique de la zone, qui regroupe près de 90 millions d'habitants. Matos souligne aussi que cet accord a donné une attention particulière aux domaines de la santé, de l'éducation, du logement et de l'assainissement. « Il s'agit de fournir de l'énergie et des produits, issus de nos hydrocarbures, en échange de savoirs, biens et services. On ne veut pas remplir des citernes de pétrole brut pour être alimentés de devises sur des comptes bancaires à l'étranger. Nous voulons que tous puissent recevoir ce qui manque à chacun. Cet investissement social a permis aux pays en question d'affronter moins durement la crise et les risques que dégage le capitalisme mondial ».

« Nous n'offrons rien »

L'expert en énergie a aussi affirmé que l'application de ce mécanisme d'échange ne signifie pas que le gouvernement d'Hugo Chavez « offre » la production du pays, puisque Petrocaribe promeut un commerce juste, basé sur l'échange de biens et services à des conditions préférentielles. « On n'offre rien à personne. Le Venezuela propose aux pays signataires seulement des conditions de paiement plus souples que les conditions normales » ajoute-t-il.

Les statistiques de PDVSA signalent que jusqu'au troisième trimestre 2011, le Venezuela a obtenu, en compensation de la facture pétrolière de Petrocaribe, un échange de 75 000 tonnes de nourriture et près de 15 000 têtes de bétail.

A ce sujet, Matos a noté que le Nicaragua a approvisionné le Venezuela de veaux, haricots, lait, viande ou huile de soja. La République dominicaine a négocié l'envoi de sirop de glucose pour les confiseries, de céréales et graines, et Guyana, du riz. « Une des coopération emblématique a été celle avec Cuba. Qui peut nier l'immense contribution de ce pays pour le Venezuela dans l'amélioration dans les domaines de la santé, de l'agriculture et du sport, sans oublier la culture ? C'est un échange plus que juste et les critiques formulées par l'opposition (de droite) n'ont pas de fondement ».

Source : Agence Vénézuelienne d'Information
Traduction : G.S.
La revolucion vive 4 novembre 2011

Le limogeage du commissaire du gouvernement confirmé

Lors d'une visite surprise à Radio Kiskeya, le mardi 8 novembre dernier, le Premier ministre Garry Conille a confirmé avoir limogé le Commissaire du gouvernement près du Tribunal Civil de Port-au-Prince, Maître Félix Léger, pour son excès de zèle dû à l'arrestation du député Arnel Bélizaire. Il a estimé nécessaire d'établir son jugement sur des faits probants avant de sanctionner quiconque impliqué dans cette arrestation. Il s'est plaint avec regret des erreurs des parlementaires qui ont interpellé le secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères Michel Brunache qui, d'après lui, ne se trouvait pas à l'aéroport lors de l'événement de l'arrestation du député Bélizaire. Dan pouri gèn fòs sou bannann mi, comme quoi, le commissaire était le seul sur place à accomplir cette consigne de Martelly qu'il dit pourtant ignorer.

Suite de la page (6)

a, se mas pèp la l ap touye ak Kolera, vyole pitit mas pèp la, tifi kou tigason vòlè kabrit peyizan yo epi pran plezi yo jan yo vle nan peyi a. » se deklarasyon responsab komite AVIK la, Roc Junior Restaïno.

N ap raple pou tout moun, pandan sòlda Minustah yo ap kontinye touye pèp ayisyen an ak Kolera nan tout rakwen peyi a, Loni ap depanse yon milya dola vèt pou l kenbe Minustah nan peyi a, san l pa gen anyen pou mete fren ak pwopagasyon maladi mòtèl sa a. N ap raple tou pou Michel Martelly jan l ap di remete lame a kanpe a se yonn nan pwomès kanpay li : « Nan kanpay mwen, m te pwomèt m ap remete Lame a kanpe, 18 novanm k ap vini la, m ap koumanse pran dispozisyon pou remete Lame a kanpe. Se yon pwomès kanpay electoral, m ap respkete l." Se deklarasyon Martelly pandan vizit li nan lokal ka Depiloka Polis Nasyonal Dayiti (PNH), lendi 7 Novanm 2011 lan.

Men prezidan, se pa sèl pwomès sa a ou te fè, ou te pwomèt moun k ap viv nan Kan yo anba moso dra sal, vye fèy tòl, ki se vwazen w sou Channmas la, chak jou w ap pase ou wè yo, 30 mil kay e ou te di se prezidan Preval ki pa t vle ba w tè pou w te mete kay sa yo, 6 mwa aprè ou fin pran mayèt la, ou pa janm di anyen pou moun ki anba tant yo, se lwa diktati, kraze enstitisyon yo nan peyi a ak remete Lame kriminèl ou k ap danse nan tèt ou. Ki kote pwojè trant mil kay ou a pase? Eske kay sa yo sou lanmè toujou? Oubyen se manti ou t ap bay pèp la! Men fò w sonje byen prezidan, twou manti pa fon. Jounen jodi a mèt tè yo ap mete deplase entèn yo deyò, Kisa w ap di avèk yo ?

Le rôle de tueur de l'OTAN *3ème Partie*

Par Fidel Castro

Le 23 février, j'ai affirmé sous le titre: « La danse macabre du cynisme » : La politique de pillage imposée par les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN au Moyen-Orient est entrée en crise. […]

La trahison de Sadat à Camp David a empêché l'existence de l'État arabe de Palestine visé dans les accords de l'ONU de novembre 1947, si bien qu'Israël est devenu une forte puissance nucléaire alliée des États-Unis et de l'OTAN.

Le complexe militaro-industriel étasunien a livré des dizaines de milliards de dollars tous les ans à Israël et même aux États arabes que celui-ci soumettait et humiliait.

Le génie s'est échappé de la bouteille, et l'OTAN ne sait pas comment le contrôler. Il va s'efforcer de tirer le plus gros profit des regrettables événements libyens. Nul n'est capable de savoir actuellement ce qu'il se passe dans ce pays. L'Empire a fait publier par ses médias toutes sortes de chiffres et de versions, jusqu'aux plus saugrenus, afin de semer le chaos et la désinformation.

De toute évidence, une guerre civile se déroule en Libye. Pourquoi et comment a-t-elle éclaté ? Qui en paiera les conséquences ? L'agence Reuters, se faisant l'écho d'une banque japonaise bien connue, la Nomura, a signalé que les cours du pétrole pourraient battre tous les records : […] Quelles en seraient les conséquences en pleine crise alimentaire ?

Les principaux leaders de l'OTAN jubilent. Le Premier ministre britannique, David Cameron – selon ANSA – « …a admis dans un discours au Koweït que les pays occidentaux avaient fait erreur d'avoir soutenu des gouvernements non démocratiques dans le monde arabe. » […]

Son collègue français Nicolas Sarkozy a déclaré : « La poursuite de la répression brutale et sanglante contre la population civile libyenne est répugnante. »

Le ministre italien des affaires étrangères, Franco Frattini, a jugé « crédible » la quantité de mille morts à Tripoli, et a parlé de «chiffres tragiques» et de «bain de sang».

Selon Hillary Clinton, le « bain de sang » est « absolument inacceptable » et « doit cesser ». Pour Ban Kimoon, « le recours à la violence dans ce pays est absolument inacceptable… le Conseil de sécurité agira en accord avec les décisions de la communauté internationale… nous envisageons une série de variantes. »

En fait, ce qu'attend Ban Kimoon, c'est qu'Obama dise le dernier mot. Le président étasunien a parlé ce mercredi après-midi. Il a fait savoir que sa secrétaire d'Etat partirait en Europe afin de décider avec les alliés de l'OTAN des mesures à prendre. À le voir, on constatait qu'il ne voulait pas laisser filer l'occasion de se colleter avec le sénateur républicain d'extrême droite, John McCain, avec le sénateur pro-israélien du Connecticut, Joseph Lieberman, et avec les dirigeants du Tea Party, et de garantir son investiture par le Parti démocrate.

Les médias de l'Empire ont préparé le terrain en vue d'une action. Une intervention militaire en Libye n'aurait rien de surprenant, ce qui garantirait par ailleurs à l'Europe les presque deux millions de barils par jour de pétrole léger qu'elle importe, si des événements qui mettraient fin au leadership ou à la vie de Kadhafi n'intervenaient pas avant. De toute façon, le rôle d'Obama est plutôt compliqué. Comment réagira le monde arabe et musulman si une telle équipée faisait couler à flot le sang libyen ? La vague révolutionnaire déclenchée en Égypte freinera-t-elle une intervention de l'OTAN en Libye ?

L'invasion de l'Iraq déclenchée […] sous de faux prétexte […] a coûté la vie à plus d'un million d'Arabes innocents. Nul dans le monde n'acceptera jamais la mort de civils innocents, en Libye ou ailleurs. Je me demande : les États-Unis et l'OTAN appliqueront-ils un jour ce même principe aux civils désarmés que leurs drones et leurs soldats tuent tous les jours en Afghanistan et au Pakistan ?

C'est vraiment la danse macabre du cynisme ! Tandis que je réfléchissais à ces faits, les Nations Unies ont ouvert hier, mardi 25 octobre, le débat sur la résolution intitulée : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique », une levée que l'immense majorité des États membres de cette organisation réclament depuis maintenant vingt ans.

Cette fois-ci, les nombreux raisonnements justes et coulant de source – qui ne sont que de simples exercices de rhétorique selon les différentes administrations étasuniennes – ont mis plus que jamais à nu la fragilité politique et morale de l'Empire le plus puissant qui ait existé, aux intérêts oligarchiques et à la soif insatiable de pouvoir et de richesse duquel tous les habitants de la planète, dont ceux du pays même, ont été soumis.

Les États-Unis tyrannisent et saignent à blanc le monde globalisé par leur puissance politique, économique, technologique et militaire.

Vingt années de débats honnêtes et courageux menés aux Nations Unies avec le soutien d'États qui expriment censément la volonté de l'immense majorité des habitants de la planète ont prouvé cette vérité-là de plus en plus éloquemment.

Avant l'intervention de Bruno, des représentants ont exprimé les vues de nombreuses organisations de pays : l'Argentine, pour le Groupe des 77 plus la Chine; l'Égypte, pour le Mouvement des pays non alignés ; le Kenya, pour l'Union africaine ; le Belize, pour la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ; le Kazakhstan, pour l'Organisation de la coopération islamique, et l'Uruguay, pour le MERCOSUR.

Indépendamment de ces critères collectifs, la Chine, dont le poids politique et économique ne cesse de croître dans le monde, l'Inde et l'Indonésie, des pays qui représentent à eux seuls 2,7 milliards d'habitants, ont appuyé fermement la Résolution à travers leurs ambassadeurs. Tout comme l'ont fait les ambassadeurs de la Fédération de Russie, du Belarus, de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, du Venezuela et du Mexique. Parmi les pays les plus pauvres des Caraïbes et d'Amérique latine, la représentante du Belize, qui a parlé au nom de la Communauté des Caraïbes, Saint-Vincent-et-Grenadines et la Bolivie, qui ont parlé au nom de leurs respectifs pays ; dont les arguments relatifs à la solidarité de notre peuple, malgré un blocus qui date maintenant de cinquante ans, seront un encouragement immense pour nos médecins, nos éducateurs et nos scientifiques, ont fait vibrer leur voix solidaire.

Le Nicaragua est aussi intervenu avant le scrutin pour expliquer vaillamment pourquoi son pays voterait contre cette mesure perfide.

Le représentant des États-Unis l'avait fait juste avant pour expliquer l'inexplicable. Il m'a fait pitié. C'est le rôle qu'il doit jouer.

À l'heure du scrutin, deux pays se sont éclipsés : la Libye et la Suède ; trois se sont abstenus : les îles Marshall, la Micronésie et Palau ; deux ont voté contre : les États-Unis et Israël. Quand on sait que les USA comptent 313 millions d'habitants ; Israël, 7,4 millions ; la Suède, 9,1 millions ; la Libye, 6,5 millions ; les îles Marshall, 67 100 habitants ; la Micronésie, 106 800 ; Palau, 20 900, cela donne un total de 336 948 000 habitants, soit 4,8 p. 100 de la population mondiale qui se chiffre ce mois-ci à 7 milliards d'habitants.

Après le scrutin, la Pologne a expliqué le vote de l'Union européenne qui, bien qu'elle soit une étroite alliée des États-Unis et qu'elle participe forcément au blocus, est contraire à cette mesure criminelle.

Puis dix-sept pays ont pris la parole pour expliquer avec fermeté et décision pourquoi ils avaient voté la résolution contre le blocus.

Je poursuivrai vendredi 28.

Fidel Castro Ruz
Le 26 octobre 2011

Suite de la page (12)

(on devrait plutôt dire au plan de sauvetage de l'euro et des grandes banques privées), le mécontentement est tel en Grèce que rien n'est définitivement acquis.

L'Italie est d'ores et déjà le prochain maillon faible de la zone euro avec une dette souveraine six fois plus importante que celle de la Grèce. Le G20 constitue un échec terrible pour le gouvernement italien. Silvio Berlusconi a dû accepter que son pays soit soumis à un examen permanent de la part du FMI. A l'issue du sommet Christine Lagarde, directrice générale du FMI, a déclaré à propos du chef du gouvernement italien : « Nous le soumettrons au test de la réalité », ajoutant à propos de l'Italie : « Je vais y envoyer tous les trois mois une équipe composée sans doute de cinq ou six spécialistes » |2|. Qu'un pays membre fondateur du G7 soit soumis à un traitement aussi humiliant montre l'ampleur de l'échec de la zone euro et de l'UE. N'oublions pas que Mario Draghi, le nouveau président de la BCE, était auparavant directeur de la Banque centrale italienne après avoir été ministre de Berlusconi et haut dirigeant de la banque Goldman Sachs. La BCE qui est en pleine crise n'a pas à sa tête le président solide dont elle aurait bien besoin pour faire face à la situation. L'annonce par Mario Draghi de la réduction de 25 points de base du taux directeur de la BCE constitue une nouvelle concession aux banquiers en mal de financements peu chers.

Autre échec pour l'UE et la zone euro, le FESF n'est toujours pas pourvu des nouvelles compétences et des moyens élargis prévus par le sommet européen du 21 juillet 2011. Les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) ont dit clairement qu'ils refusaient d'apporter des fonds au FESF.

Le FMI ne s'en tire pas si bien que sa directrice voudrait le faire croire : les 500 milliards promis au Fonds par le sommet du G20 tenu à Londres en 2009 ne sont pas confirmés. C'est la conséquence du refus des pays du G7 d'accepter une exigence des BRIC, qui voulaient que leur aide au FMI, à l'UE et aux Etats-Unis aille de pair avec l'augmentation de leur poids dans les institutions internationales (FMI, Banque mondiale…). Ils voulaient une nouvelle répartition des droits de vote et des postes à responsabilité qui leur soient plus favorables. Les deux parties sont perdantes : le G7 ne réussit pas à convaincre les pays émergents à délier davantage les cordons de leur bourse et ceux-ci n'obtiennent pas un poids structurel conforme à leur importance économique et politique.

Bien qu'ils soient face à un approfondissement de la crise économique et à des perspectives très sombres pour 2012, les gouvernements des pays les plus industrialisés refusent de prendre des mesures élémentaires pour remettre de l'ordre dans le secteur financier privé et relancer l'économie : séparation entre banques de dépôt et banques d'affaires, interdiction d'un certain nombre d'activités spéculatives, taxe sur les transactions financières, plafonnement des revenus des administrateurs de sociétés et encadrement très strict des bonus, représailles contre les paradis fiscaux, augmentation des dépenses publiques pour relancer l'emploi, protection du pouvoir d'achat des salariés et des allocataires sociaux… De toutes ces mesures qui à un moment ou un autre de la crise ont été évoquées par des responsables politiques comme Nicolas Sarkozy, l'hôte de ce sommet du G20, aucune n'a été mise en pratique. Pourtant ces mesures constituent le strict minimum d'un programme du type de celui que F. Roosevelt avait adopté aux Etats-Unis pour affronter la grande dépression.

Barack Obama et les tous les dirigeants européens ont opté pour un autre choix : un soutien structurel massif aux banques et autres institutions financières pour tenter d'éviter des faillites en chaîne combiné à un renforcement des politiques néolibérales (compression des dépenses publiques et du pouvoir d'achat des ménages de la majorité de la population, renforcement des politiques de précarisation du travail salarié, nouvelle vague de privatisations, augmentation des impôts indirects…). Les résultats de ce choix ne font aucun doute : une dégradation des conditions de vie d'une majorité de la population des pays concernés, une poursuite de l'augmentation des inégalités, la possibilité de nouvelles faillites bancaires car aucune limite sérieuse à leurs politiques spéculatives n'est adoptée, une croissance très faible ponctuée de récessions pendant une dizaine voire une quinzaine d'années, le maintien d'un endettement structurel des pouvoirs publics en conséquence d'une insuffisance de recettes fiscales, la poursuite de la crise de la zone euro…

L'abîme qui sépare la real politik et le discours fait de rodomontades à l'égard des abus des marchés est patent quand on lit le passage suivant de la déclaration finale : « Nous ne tolérerons pas un retour des comportements observés dans le secteur financier avant la crise, et nous contrôlerons étroitement la mise en œuvre de nos engagements concernant les banques, les marchés dérivés de gré à gré et les pratiques de rémunération ». Par ailleurs, particulièrement meurtrière dans les pays du Sud, en particulier en Afrique, la crise alimentaire provoquée principalement par la spéculation sur les produits agricoles figurait aussi à l'agenda du G20 et son examen n'a donné lieu à aucune mesure. La déclaration se contente d'affirmer qu'il faut : « atténuer les effets de la volatilité des prix ».

A l'issue du G20, les Indignés d'Europe et de Wall Street voient leur conviction renforcée. Ceux qui prétendent conduire la planète sont incapables de trouver de bonnes solutions et ont utilisé tout leur poids pour empêcher qu'un peuple puisse se prononcer sur les recettes néolibérales qu'ils imposent. La leçon ne sera pas oubliée. Décidément il est urgent d'opter pour une autre architecture internationale, enfin démocratique. Il convient aussi de faire des choix anticapitalistes : refuser la dictature des créanciers, exproprier les banques sans indemnités et sous contrôle citoyen, refuser de payer une dette illégitime, redistribuer radicalement la richesse.

Notes

|1| Voir Eric Toussaint « Les banques sont le maillon faible en Europe »

|2| Interview de Christine Lagarde publiée par Le Monde, 6-7 novembre 2011, p. 12

CADTM 6 Novembre 2011

Cinq ans pour

Suite de la page (8)

Tous ceux qui ont participé au projet de l'eau ont critiqué la douane, comme Hyppolite de GRET, qui a fustigé : « les pompes on été bloquées ».

Projet presque terminé, mais l'eau ne coule pas encore

Finalement, près de deux ans plus tard, les travaux sont presque terminés, mais avancent à pas de tortue. Les ouvriers ne viennent pas travailler tous les jours et l'achèvement n'a pas eu lieu comme annoncé pour le 31 octobre. (Cependant, il y a des indications qui montrent que l'eau coulera dans les semaines à venir.)

« Pas mal de retard ont été pris dans l›interconnexion du réservoir avec le réseau », admet Bazin de UE dans un entretien avec AKJ le 27 septembre 2011. « La situation aujourd›hui, c›est que l›entreprise va installer des vannes à la sortie du réservoir pour nous permettre d›assurer son remplissage et son fonctionnement normal ».

La frustration de Bazin était claire.

« Quand les choses marchent bien, on ne dit pas que c'est UE qui a tout fait pour que ça marche » déclare Bazin sur un ton un peu ironique. « Et de la même manière, ce n›est pas UE qu'on devrait blâmer [seulement] quand ça marche mal »..

Les raisons pour le « marcher mal » sont plusieurs : retards dans le décaissement des fonds, dans le dédouanement du matériel, et les deux études.

Mais aussi, c'est peut-être à cause de la multiplicité des acteurs? Divers bureaux de l'Etat, de l'UE, une ONG et trois firmes privées…

Et, pourquoi trois-quarts du budget (75 millions de gourdes or 1,875 millions $US) ont été consacrés à la « réhabilitation du réseau » et l'« accompagnement social »? Pourquoi ne furent pas ajustés les budgets après la deuxième étude afin de construire un réservoir de 1200 m3?

AKJ ne pouvait pas enquêter sur tous les aspects de ce projet complexe, mais il est probable que le blâme ne resterait pas seulement avec l'une ou l'autre. Tandis que les pourcentages de blâme ne sont pas connus, plusieurs choses sont connues : Il y a un nouveau réservoir, mais avec un tiers de moins de capacité qu'était prévu initialement. Il y a des kiosques. Et des tuyaux.



Pendant qu'un garçon va à l'école, deux filles portent de l'eau
(Photo - James Alexis)



Un kiosque avec des robinets à sec
(Photo - James Alexis)



Une femme avec un sceau de cinq gallons d'eau
(Photo - James Alexis)

Mais la mise en œuvre d'une bonne solution à un défi quotidien pour 25 000 personnes a pris plus de cinq ans, au lieu de 18 mois, et le réservoir a une capacité réduite pour ce qui est probablement d'une population plus large.

Nadège Thermilus, jeune chômeuse âgée de 22 ans, espère grand. A l'instar de ses amis se tenant à ses cotés, elle va puiser son eau dans un lieu qu'on appelle « sous les mornes », dont la distance peut-être évaluée à deux heures aller-retour, selon ses pairs.

Avant de retourner « sous les mornes », elle a lancé : « Je souhaite que l'eau vienne, parce que j'ai vécu trop de misère en allant la chercher ».

Les étudiants du Laboratoire de Journalisme de l'Université d'Etat d'Haïti, ont collaboré à cette série.

Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA) et les radios communautaires de l'Association des Médias Communautaires Haïtiens (AMEKA).

Ayiti kale je 3 Novembre 2011

Continued from p(9)

earthquake) "*until 15 October 2012, with the intention of further renewal*"!

We establish this pledge, and call upon all peoples, together with their organizations, not to leave the streets until this military operation is ended, thereby uniting fraternally with the Haitian people who are demanding respect for their sovereignty through continued demonstrations against the occupation – which should not be replaced with mercenary troops.

We have a historic debt to the Haitian people. Haiti was a pioneer in the abolition of slavery: 208 years ago they expelled Napoleon's colonial troops and established the first black republic in the world. But they were obliged to pay "*reparations*" for losses of French-owned land and slaves, at the cost of a huge drain of resources throughout their history.

Haiti suffered several military occupations, the last in 2004, decided by U.S. imperialism along with France and Canada, which overthrew then elected President Jean-Bertrand Aristide.

Since then, it has been subjected to the occupation by troops and police from 40 countries, controlled by the Brazilian army, and masked by the UN as a "*stabilization mission.*"

The Brazilian government has taken responsibility, not in our name, for the military command of MINUSTAH troops, which encapsulates imperialist interests. Indeed, this occupation renders even easier the vile exploitation of the local work force by multinationals in "*free zones*" with no rights or social protections, with savage repression of workers that is denounced by their organizations. This happens under the de-facto tutelage of the CIRH, the so-called Interim Commission for the Reconstruction of Haiti, whose head is no less than Bill Clinton.

We establish the pledge, and demand of the governments of our countries – Brazil, Uruguay, Argentina, Bolivia, USA, France ... – to immediately cease their participation in this shameful operation. The presence of UN troops did not even help those affected by the earthquake, as the powers-that-be preferred to bail out the rich neighborhoods. Almost two years after this catastrophe, more than one million Haitians remain homeless. Neither did it serve to establish democracy, nor could it. The troops were the guarantors, for example, of the last sham election, where only 25% of Haitians voted.

Starting today, we constitute ourselves into a *Continental Committee for the Immediate Withdrawal of UN troops from Haiti* – supported by similar actions taking place this day in Canada, Mexico, Peru and Ecuador.

We call for the creation of *Committees for the Immediate Withdrawal* in all countries on the continent. And we propose, in particular to the Caribbean Conference in Cap Haïtien, Haiti (November 16-18), a Continental Day of Action for the Withdrawal of Troops from Haiti on the 8th anniversary of the most recent occupation of Haiti -- that is, June 1, 2012 with actions and demonstrations aimed at their governments.

We therefore affirm and call for:

- Haiti needs doctors, engineers, teachers and technicians -- not occupation troops!
- Cancellation of Haiti's foreign debt! Reparations for the value of the compensation paid to the immoral debt following Haiti's independence!
- Reparation for the families of victims of cholera and human rights violations!
- Immediate withdrawal of UN troops from Haiti!

This is our pledge; because defending Haiti means defending ourselves!

Haiti: Fignolé St Cyr, Autonomous Central of Haitian Workers (CATH); **United States**: Colia Clark, civil rights movement activist in the 1960s (NAACP militant in Mississippi); Kim Ives, *Haiti Liberté* newspaper; Dan Coughlin, *The Nation* magazine; **Bolivia:** Nelson Guevara Aranda, Miners Union of Huanuni; **Uruguay:** Hugo Dominguez, Metallurgical Union of PIT-CNT; Andres Uriostes, coordinator of the Uruguayan Committee to Withdraw the Troops; **Argentina:** Natalia Saralegui, Argentine Committee to Withdraw the Troops; Prof. Henry Boisrolin, Haitian Democratic Committee of Argentina; **France:** Jean Marquiset, Independent Workers Party (POI); **Brazil:** Julio Turra, CUT; Joaquin Piñero, MST; Joelson Souza, Juventude Revolução; Milton Barbosa, MNU; Rosi Wansetto, Jubileu Sul; Markus Sokol, Corrente O Trabalho of the PT; Deputy Adriano Diogo (PT/SP), Deputy Jose Candido (PT/SP); Claudinho Silva, SOS Racismo/Secr Estadual Combate Racismo PT; Lucia Skromov, Pro Haiti Committee; Barbara Corrales, Committee to Defend Haiti and Defend Ourselves.

Liberia : sans rival, Ellen Johnson Sirleaf est seule au second tour



Ellen Johnson Sirleaf 73 ans, prix Nobel de la paix 2011 et Hillary Clinton

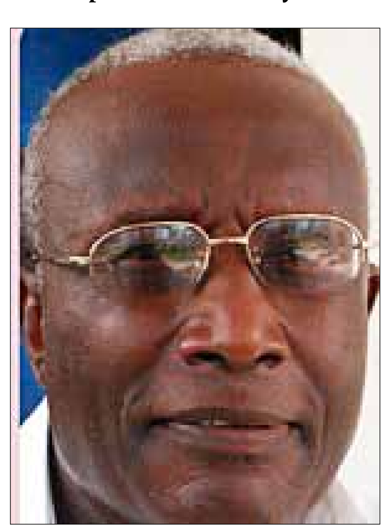
Le second tour de l'élection présidentielle au Liberia s'est ouvert mardi 8 novembre. Ellen Johnson Sirleaf est seule en lice après l'appel au boycott de son adversaire Winston Tubman. Au moins deux partisans du candidat du Congrès pour le changement démocratique sont morts lundi lors de manifestations.

Peu d'incertitudes quant à l'issue du second tour de l'élection présidentielle au Liberia. Seule en lice après que son adversaire Winston Tubman se soit retiré de la course et ait appelé à boycotter le scrutin, la présidente sortante Ellen Johnson Sirleaf est ainsi assurée d'être réélue le mardi 8 novembre 2011.

Au moins deux morts

De vives inquiétudes entourent cependant la tenue du scrutin, au lendemain de la dispersion sanglante de partisans de Winston Tubman. Au moins deux personnes ont été tuées lundi 7 novembre à Monrovia ; selon des journalistes, 3 ou 4 selon le Congrès pour le changement démocratique (CDC), parti devant lequel s›étaient rassemblés des milliers de pro-Tubman. Bien qu'ils ont affirmé vouloir marcher pacifiquement, ils ont été dispersés par la police anti-émeutes.

Un policier libérien a été arrêté par les hommes de la Mission des Nations unies au Liberia (Minul composée de 8 000 hommes) après avoir admis avoir ouvert le feu sur les manifestants durant les incidents, a confié un inspecteur de police libérien. La Minul a fait état d›un mort et plusieurs blessés, sans



Winston Tubman

en préciser le nombre. Elle a appelé les différents camps à la retenue et indiqué avoir saisi « les autorités pour prévenir toute escalade ».

« Cela vous montre pourquoi le peuple libérien est déterminé à se débarrasser de ce leader. C'est une personne qui utilisera la violence contre des gens pacifiques », s'est empressé de déclarer Winston Tubman.

Appel au respect de la loi

Amnesty international a demandé l'ouverture d'une enquête et a appelé à la retenue les différentes parties. « Tous les candidats doivent s'assurer que leurs partisans respectent la loi, et leur faire comprendre que ceux responsables d'avoir ordonné ou exécuter des violations des droits de l'homme,

Suite à la page (18)

Nétanyahou "menteur" : la conversation secrète Obama-Sarkozy

Par Dan Israel

C'était une conversation franche, entre chefs d'État, à propos d'un autre dirigeant. Échange à bâtons rompus, et à huis-clos. Enfin, qui aurait dû rester à huis-clos. C'était sans compter sur une maladresse de l'organisation, et la curiosité de quelques journalistes. Révélations sur deux petites phrases qui voguent bien loin du langage habituellement policé des sommets diplomatiques.

Jeudi 3 novembre, lors du sommet du G20 à Cannes, Nicolas Sarkozy rencontrait Barack Obama lors d'un "entretien bilatéral". Comme il est d'usage, les deux hommes ont fait face aux journalistes, mais ont aussi discuté en privé, dans une pièce à part, loin des oreilles indiscrètes, afin de pouvoir se libérer de toute retenue diplomatique. Cela a été le cas, mais pour la discrétion, c'est raté.

Selon nos informations, les deux présidents ont laissé de côté toute retenue à propos du délicat dossier des relations israélo-palestiniennes. Obama a d'abord reproché à Sarkozy de ne pas l'avoir prévenu qu'il allait voter en faveur de l'adhésion de la Palestine à l'Unesco, alors que les États-Unis y étaient fermement opposés. La conversation a ensuite dérivé sur Benyamin Nétanyahou, le Premier ministre israélien. Sûrs de ne pas être entendus, les deux présidents se sont lâchés. "Je ne peux plus le voir, c'est un menteur", a lancé Sarkozy. "Tu en as marre de lui, mais moi, je dois traiter avec lui tous les jours !", a rétorqué Obama, qui a ensuite demandé à Sarkozy d'essayer de convaincre les Palestiniens de mettre la pédale douce sur leur demande d'adhésion à l'ONU.

On n'imagine pas des phrases si franches lancées officiellement, bien sûr. Que s'est-il passé pour qu'elles parviennent jusqu'aux oreilles de l'équipe d'@si ? Selon nos informations, plusieurs journalistes ont pu entendre quelques minutes de la conversation "off" entre les chefs d'État, en raison d'une erreur des services de l'Élysée. Pendant que les présidents discutaient, les journalistes se sont vu remettre les boîtiers qui devaient permettre la traduction de leurs propos, une fois qu'ils seraient prêts à répondre à la presse. Une voix bien intentionnée a cru bon



Benyamin Nétanyahou, le Premier ministre israélien

de préciser que les casques n'étaient pas distribués, parce qu'ils auraient permis de suivre la conversation à huis-clos en train de se dérouler !

Ni une ni deux, une demi-douzaine de journalistes ont empoigné leurs oreillettes de téléphones portables ou leurs casques pour les brancher sur les boîtiers. "Le temps que les services

Jeudi 3 novembre 2011, lors du sommet du G20 à Cannes, Nicolas Sarkozy (à droite) rencontrait Barack Obama lors d'un "entretien bilatéral"

de l'Élysée s'en rendent compte, il a bien dû se dérouler trois minutes", raconte un journaliste présent, mais qui n'a pas eu le temps de bénéficier de ce coup de chance.

A notre connaissance, ces propos explosifs, dont l'existence ou la teneur nous a été confirmée par plusieurs journalistes, ne sont pas parus dans la presse (mais ils ont été mentionnés en une phrase sur le blog d'Arnaud Leparmentier, du Monde). Les journalistes présents se sont en effet mis d'accord pour ne pas les exploiter : « Nous n'avons rien enregistré, et les utiliser revenait à reconnaître qu'on avait triché, explique l'un d'eux. De plus, cela aurait gravement mis en difficulté les personnes chargées de l'organisation. »

Un membre de la hiérarchie d'un média confirme : « Il y a eu des discussions entre les journalistes sur place, qui sont convenus de ne rien en faire. C'est un sujet un peu sensible : il est embêtant de ne pas faire état de ces informations, mais en même temps, nous sommes soumis à des règles déontologiques précises, et diffuser ces phrases revenait à les enfreindre ».

Arrêt sur Image 7 novembre 2011

Les USA et la Grande Bretagne se préparent une guerre contre l'Iran

Par Peter Symonds

Des articles parus dans les journaux britanniques le Telegraph et le Guardian du mercredi 2 novembre révèlent les préparatifs militaires des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne pour une attaque de l'Iran qui vont bien au-delà des scénarios de routine habituels.

Les fuites montrent que des

Suite à la page (18)

Iran

Suite de la page (17)

préparatifs pour une nouvelle et dangereuse aventure militaire sont en cours en même temps que des discussions au sein du cabinet ministériel israélien et parmi les médias pour savoir s'il faut lancer unilatéralement des attaques aériennes contre les installations nucléaires iraniennes.

Les officiels et les ministres des trois pays ont nié ces rapports, mais ont répété la menace de longue date que «toutes les options restent sur la table». Tout ceci alors que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit remettre une nouvelle évaluation des programmes nucléaires de l'Iran, décrite au Guardian par un fonctionnaire occidental anonyme comme devant «changer la donne», et qui pourrait bien fournir le prétexte de la guerre. L'Iran, de son côté, a constamment affirmé n'avoir aucun projet de construction d'armes nucléaires.

Le Guardian a annoncé que : «le Ministère de la Défense [britannique] croit que les Etats-Unis pourraient décider d'accélérer leurs plans de frappe de missiles sur des installations iraniennes clé. Les officiels britanniques indiquent que si Washington va de l'avant ils rechercheront et recevront l'aide militaire britannique pour toute mission envisagée, malgré de profondes réserves au sein du gouvernement de coalition.» Par anticipation, «les planificateurs militaires britanniques examinent où déployer au mieux les navires et les sous-marins de la Royal Navy, équipés de missiles de croisière Tomahawk, au cours des mois à venir.»

Un article dans le Telegraph a confirmé que le Ministère de la Défense (MoD) avait indiqué la nécessité d'agir rapidement sur la base d'informations selon lesquelles l'Iran s'apprêtait à déplacer des technologies clé d'enrichissement d'uranium vers des installations profondément enterrées, situées près de Qom. Les planificateurs du MoD ont dit au journal qu'il y avait une «fenêtre d'opportunité en train de se refermer» et que par conséquent, selon les déclarations de leur source, «Il faut y être à temps, car une fois que tout sera enterré, cela deviendra beaucoup plus difficile.»

Des sources britanniques anonymes ont indiqué au Guardian que le Président américain Obama ne voulait pas « entreprendre une aventure militaire nouvelle et provocatrice avant l'élection présidentielle de novembre prochain. Mais ils ont averti que ces calculs pourraient changer à cause des craintes montantes alimentées par les renseignements recueillis par les agences occidentales. » Un officiel de Whitehall [siège de l'amirauté britannique] a fait les remarques suivantes : « le président Obama a une grande décision à prendre dans les mois à venir parce qu'il ne voudra rien entreprendre juste avant l'élection. »

Israël pourrait inciter Obama à plonger dans une nouvelle guerre en lançant ses propres frappes contre les installations nucléaires iraniennes, ou en menaçant de le faire. Vendredi dernier, le journaliste israélien renommé Nahum Barnea rapportait dans Yediot Aharonot, que le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le Ministre de la défense Ehud Barack faisaient pression sur le cabinet ministériel intérieur [chargé de la sécurité] et sur les chefs israéliens de la sécurité pour qu'ils acceptent d'attaquer l'Iran. L'information a provoqué une réponse furieuse de Benny Begin, membre du cabinet intérieur, qui a dénoncé la discussion dans les médias comme étant «complètement irresponsable» car elle «entravait sévèrement la capacité du gouvernement à prendre des décisions» sur cette question.

Le gouvernement israélien a déjà fait des préparatifs avancés pour une attaque contre l'Iran. Le journal Ha'aretz a indiqué mardi que le ministère des Affaires étrangères israélien avait commencé une campagne diplomatique à la mi-septembre en insistant auprès de ses alliés pour dire qu'il ne restait plus beaucoup de temps pour mettre fin au programme nucléaire iranien par la pression diplomatique et les sanctions. Sur le front militaire, les avions militaires israéliens ont mené la semaine dernière un exercice à longue distance, du type nécessaire pour atteindre l'Iran, en utilisant une base de l'OTAN sur l'île italienne de Sardaigne. Mercredi, Israël a fait un tir d'essai d'un engin balistique à longue distance qui a aussi le potentiel de frapper l'Iran.

Ceux qui déclarent qu'Israël et ses alliés américains et européens ne se risqueraient pas à une attaque sur l'Iran, avec ses conséquences potentiellement catastrophiques, ignorent le fait que leurs agences de renseignements sont déjà engagées dans des activités qui sont équivalentes à des actes de guerre. Il est largement admis qu'Israël, avec l'assistance probable des Etats-Unis, était derrière l'opération de guerre électronique, utilisant le virus informatique Stuxnet pour saboter les installations d'enrichissement de l'Iran et impliqué dans l'assassinat de plusieurs scientifiques nucléaires iraniens au cours de l'année passée.

Plus fondamentalement, les préparations pour la guerre contre l'Iran ne sont pas plus motivées par des inquiétudes sur son programme nucléaire que les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak ne l'ont été par «le terrorisme» ou «les armes de destruction de masse», ou que le bombardement par l'OTAN de la Libye n'était destiné qu'à protéger les populations libyennes. Les Etats-Unis se sont jetés de façon téméraire dans une guerre après l'autre au cours de la décennie passée, dans une tentative désespérée de compenser leur déclin économique en projetant leur hégémonie sur les régions riches en énergie du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.

Les invasions néo-coloniales de l'Afghanistan et de l'Irak se sont toutes deux transformées en désastres qui, ainsi que les commentateurs américains l'ont souvent noté, n'ont fait que permettre d'améliorer la situation de l'Iran dans la région en supprimant deux régimes qui lui étaient hostiles. N'ayant pas réussi à conclure avec Bagdad un accord sur le statut de ses troupes, la position américaine sera encore plus affaiblie lorsqu'elle enlèvera ses dernières troupes d'Irak, vers la fin de l'année. Les perspectives ne sont pas meilleures en Afghanistan où les Etats-Unis et ses alliés se préparent au retrait de leurs forces combattantes d'ici à 2014.

Loin d'agir comme un frein, la crise économique mondiale qui s'aggrave pousse l'impérialisme américain à utiliser sa puissance militaire pour consolider ses intérêts économiques et stratégiques aux dépens de ses principaux rivaux européens et asiatiques. C'est la logique tortueuse à l'œuvre derrière la prise pour cible de Téhéran, considéré à Washington comme un obstacle majeur pour les ambitions américaines au Moyen-Orient et la raison principale de ses échecs en Irak et en Afghanistan. De plus, comme dans le cas de la Libye, une guerre menée par les Etats-Unis contre Téhéran saperait sérieusement les intérêts économiques considérables de la Chine et de la Russie en Iran, ainsi que leurs efforts pour forger des liens stratégiques plus étroits.

L'administration Obama est aussi poussée par la crise économique qui s'approfondit et les tensions de classe montant aux USA même, qui ont été révélées par l'éruption du mouvement de protestation anti-Wall Street. Malgré l'opposition populaire largement répandue à l'égard du militarisme et de la guerre qui s'est développée pendant la dernière décennie, l'aristocratie financière américaine est tout à fait disposée à prendre un autre pari irresponsable pour étayer ses intérêts au Moyen-Orient et comme moyen de détourner l'attention de la dévastation sociale produite par son programme d'austérité.

Les derniers rapports dans la presse britannique constituent l'avertissement le plus net qui soit à la classe ouvrière américaine et internationale. Alors que le capitalisme mondial va titubant d'une crise économique et politique à l'autre, la rivalité entre les principales puissances, pour les marchés, les ressources et l'obtention d'avantages stratégiques risque de plonger l'humanité dans un conflit catastrophique qui dévasterait la planète. La seule force sociale capable de mettre fin au danger de guerre mondiale est la classe ouvrière internationale et cela passe par une lutte unifiée pour abolir le système de profit et établir une économie socialiste planifiée à l'échelle mondiale. C'est la perspective du Comité international de la Quatrième Internationale et de ses sections dans chaque pays.

WSWS 4 novembre 2011

Liberia



Des partisans de Winston Tubman font face aux forces de l'ordre, le 7 novembre 2011 à Monrovia

Suite à la page (17)

devront rendre des comptes », a déclaré Lucy Freeeman chercheuse au sein de l'organisation.

Le président américain Barack Obama a, quant à lui, mis en garde contre toute tentative de « perturber » le second tour de la présidentielle, soulignant que les électeurs avaient le droit de voter librement et sans peur.

Ellen Johnson Sirleaf, 73 ans, prix Nobel de la paix 2011, est arrivée en tête au premier tour du 11 octobre avec 43,9% des voix contre 32,7% à M. Tubman. Elle bénéficie du soutien de l'ex-chef de guerre devenu sénateur Prince Johnson (3e au premier tour avec 11,6% des voix) et du juriste Charles Brumskine (4e avec 5,5% des voix).

Winston Tubman, 70 ans, refuse de participer au scrutin par craintes de fraudes similaires à celles qu'il a dénoncées au premier tour. Il a accusé la présidente sortante d'avoir utilisé en masse « les ressources de l'État » pour acheter le ralliement d'autres opposants au second tour.

Près de 1,8 million d'électeurs - sur quelque 4 millions d'habitants - sont appelés à voter de 08H00 à 18H00 (locales et GMT). Le scrutin sera supervisé par des milliers d'observateurs, dont ceux de l'Union africaine (UA) qui se sont déclarés « préoccupés » par le « mauvais signal » lancé par l'opposition par son appel au boycott.

Jeune Afrique 8 Novembre 2011

Nicaragua : puissante victoire de la politique sociale des sandinistes



Des dizaines de milliers de nicaraguayens brandissant des drapeaux rouges et noirs ont célébré dans la rue une victoire historique du Front Sandiniste

Par Thierry Deronne

Ce dimanche 6 novembre dès 20 heures des dizaines de milliers de nicaraguayens brandissant des drapeaux rouges et noirs ont célébré dans la rue une victoire historique du Front Sandiniste. En cinq ans de gouvernement le président Ortega a en effet quasiment doublé son nombre de voix, recueillant près de 64 %, soit un bond de trente pour cent par rapport á son score de 2006 et un avantage d´environ près

Les danses folkloriques haïtiennes

Suite de la page (20)

pu résister à la fièvre de l'heure ; c'est ainsi qu'elle se rendit dans le pays quelques années plus tôt (1935-36), pour tenter de comprendre les danses traditionnelles haïtiennes et le vodou en tant que culture. Elle en a fait d'ailleurs le sujet de sa thèse de maîtrise « Dances of Haiti ».

On ne finira jamais de saluer son passage dans les milieux vodou de la paysannerie haïtienne, grâce auxquels la danse folklorique haïtienne aura pignon sur rue un peu partout en Occident. Mais, force est de reconnaître aussi, que c'est delà qu'est née, cette facilité, à confondre la danse folklorique avec la religion vodou.

Ce qu'il faut comprendre dans cette étude, c'est le fait qu'il s'agit d'une danseuse noire américaine, anthropologue de formation qui s'est intéressée au vodou et aux danses traditionnelles haïtiennes. Le pourcentage de chance pour ses travaux de ne pas pencher d'un côté ou de l'autre était quasiment minime.

Pourtant, il y a eu d'autres études pour le moins remarquables, entreprises par d'éminents chercheurs haïtiens, telles : Notes sur le Folklore



Danse de Artcho dance

Haïtien d'Emmanuel C. Paul, Les Danses Folkloriques Haïtiennes de Lamartinière Honorat (1946), Quelques Mœurs et Coutumes de Jean Baptiste Roumain, Michel Aubourg, Léonce Viaud, Manuel de la Négritude de René Piquion (1961).

Cette conception du monde, inspirée de l'approche du réel de la génération d'alors vers des études folkloriques et ethnologiques, à travers la lentille ethnographique soumise par l'Oncle, je fais allusion au Dr. Jean Price Mars. Dans cette foulée, on ne peut passer sous silence, un esprit atypique, laborieux comme Carl Brouard, considéré comme le chef de file du mouvement des Griots qui a eu à dire : « Nous remîmes en honneur l'assôtor et l'arçon / Nos regards nostalgiques se dirigèrent vers l'Afrique douloureuse et maternelle… ».

Plusieurs décennies durant, l'art haïtien sera présenté sur ce plateau culturel, ce qui est tout à fait juste. Mais par moments, certains regards le feront glisser au-delà des frontières d'avec la religion. À ce moment-là, l'art en tant que mode d'expression se fondant dans un corpus religieux, se voit obligé de respecter ses normes et ses exigences parfois dogmatiques.

Les danses folkloriques haïtiennes en tant que moyens d'expression, nés de la capacité de mouvoir le corps humain, constituent une suite de mouvements ordonnés, souvent rythmés par la musique (chant ou instrument), tout en représentant l'ensemble des productions du peuple et se transmettant d'une génération à l'autre. Ce champ de création tomberait de son piédestal pour être réduit à s'occuper d'une nature supérieure qu'on appelle divine et de lui rendre un culte dans une relation entre l'humanité et Dieu.

Dans sa mission d'exprimer le vécu populaire, les danses folkloriques haïtiennes s'appuient grandement sur beaucoup de rythmes puisés dans le patrimoine vodou comme : l'Ibo, rythme des esclaves; le Nago, celui de la guerre; le Parigol, celui de l'imitation des vagues de la mer; le Yanvalou : rituel de Danballah et d'Aïda Wèdo, par exemple. Mais il y a d'autres rythmes utilisés sous les chorégraphies comme : L'Affranchi, rappelant la période coloniale des nouveaux libres; le Chica, une danse espagnole, ou le Menuet, une danse coloniale française, pour ne citer que ceux-là, qui ne sont pas forcément de souche vodou.



Une danseuse de la Troupe Bacoulou

La confusion dans la définition des danses folkloriques haïtiennes est si profonde que, la plupart des danseurs, ceux qui ne disposent pas d'une formation théorique adéquate dans ce domaine croient de bon ton de se faire Hougan pour avoir plus d'aura dans ce métier. Il en résulte que, dans les écoles où ils enseignent ici aux Etats Unis d'Amérique, au Canada et ailleurs, leurs élèves croient dur comme fer qu'il n'existe pas de paroi étanche entre le vodou et les danses folkloriques haïtiennes. Ce qui est dommage.

Plus dommage encore, c'est la démission totale, depuis nombre d'années du ministère haïtien de la culture à encadrer l'art, en particulier ce qui reste encore comme noyau au niveau des danses folkloriques au niveau du pays et ailleurs.

Je ne peux terminer ce papier sans mentionner la contribution d'institutions et de personnalités qui ont permis à nos danses d'être exposées de par le monde. Je pourrais citer : la Troupe Bakoulou d'Odette Wiener, Sourire d'Haïti de Rose Marie Kernizant dans un premier temps. Et ensuite : Ballet Folklorique Tamboula d'Haïti de Péniel Guerrier, Haïti Tchaka Danse de Christine Dupuy, Ballet Folklorique d'Haïti de Nicole Lumarque, ArtCho Dance de Jean René Delsoin et Jean Guy Saintus, l'Institut de Danse Lynn William Rouzier, Bazilik Kreyòl de Jean Evans Cadet, l'Ecole de Danse Vivianne Gauthier, pour ne citer que les plus importants.

---

de 35 points sur le premier des opposants de droite, Fabio Gadea. Les députés sandinistes obtiennent enfin la majorité à l´assemblée nationale.

Pendant 17 ans les gouvernements néolibéraux successifs que représente Gadea ou Aleman avaient creusé de fortes inégalités et laissé un pays privatisé, pillé par des réseaux transnationaux. La majorité des nicaraguayens exigent aujourd´hui de poursuivre la reconstruction de l´état et d´approfondir des réformes sociales parmi lesquelles on peut citer la gratuité de la santé et de l´éducation, l'analphabétisme réduit de 32 % à 4 % de la population, les titres de propriété octroyés à 140.000 familles ; les plus de 267.000 foyers pauvres qui ont reçu des matériaux pour améliorer leur logement, dont au moins un toit de zinc, la remise de plus de 8.600 logements et l´électrification de 156.000 foyers ; les crédits reçus par les paysans, producteurs urbains et femmes chefs de famille pour mettre la terre en culture et initier diverses activités productives ; les microcrédits à très bas taux pour lancer les commerces familiaux (80.000 femmes sont aujourd'hui productrices de lait et de viande, 217.000 femmes ont bénéficié de micro-crédits sans intérêts, 481.537 producteurs agricoles ont obtenu des crédits).

Sans oublier le doublement du salaire minimum et le fait que 152.000 fonctionnaires reçoivent un bon mensuel de 700 cordobas. La crise de l'énergie électrique enfin résolue, la remise sur pied de ENABAS, réseau national de distribution avec ses 4.000 magasins qui vendent les aliments de base à des prix plus favorables que le marché privé.

Dans leur premier communiqué officiel les observateurs de l´OEA déclarent que malgré des problèmes locaux et certains cas de violence, ils n´ont pas détecté d´anomalies significatives qui puissent remettre en cause ce verdict populaire. L´association des experts électoraux latino-américains souligne la participation massive et pacifique, en particulier des jeunes et des femmes, alors que le vote n´est pas obligatoire.

La revolucion vive 6 novembre 2011

Suite de la page (4)

Dans son rôle de contrôle, ls interpellations faites par le Parlement se font en toute légalité et je crois que c›est une bonne chose que le parlement ait réagi. L›interpellation, n›oubliez pas, doit se terminer par un vote de confiance ou de censure, on veut tout simplement, dans le cadre d›un État de droit, faire prévaloir la loi en toutes circonstances et cela demande beaucoup plus de raison que d›émotions. Le Premier Ministre doit sortir de son mutisme et de ses frustrations pour jouer son rôle de Chef d›Orchestre. Il n›y a pas de Gouvernement, tout le monde le constate, il y a un Premier Ministre et un Chef de Gouvernement, ils doivent se comporter comme tels et essayer de prendre les choses en mains...»

Dans le déroulement de l'affaire Martelly-Bélizaire, un fait est certain, la constitution haïtienne a été violée, le pouvoir judiciaire en train d'être instrumentalisé pour humilier un député, la démocratie en danger, la construction d'un Etat de droit dont parlait le président sabotée et finalement le projet d'établir la dictature a pris le dessus. La correction que le Parlement devait apporter tarde toujours à venir mais entretemps le commissaire du gouvernement près le tribunal de Première instance de Port-au-Prince, Me Félix Léger a été mis en disponibilité. Quatre commissions d'enquête ont été constituées, une par le gouvernement Martelly-Conille et 3 par le Sénat de la République pour faire la lumière sur cette affaire. La Chambre des députés attend la rentrée parlementaire de janvier 2012 pour se prononcer définitivement sur la violation de la loi mère. En attendant, déjà des tractations sont tentées d'être entreprises à des fins de compromissions contre la démocratie pour essayer d'étouffer le dossier.



Le président Michel Martelly, lors de son retour des Etats-Unis, le jeudi 3 novembre

Les danses folkloriques haïtiennes

Entre l'art et la religion, le malentendu persiste



Tamboula de Péniel Guerrier

Par Prince Guetjens

Critique

Née d'une approche éclose à la lumière d'une démarche, qui a permis aux danses folkloriques haïtiennes de bénéficier d'une certaine visibilité dans les milieux artistiques internationaux au cours des années cinquante, la tendance à confondre les danses folkloriques avec la religion vodou est devenue au cours des décennies, de plus en plus difficiles à transcender. Sans trop comprendre les implications, les prophètes de cet évangile enfoncent de plus en plus, chaque jour, cette forme d'expression artistique dans un bourbier qui l'empêche de s'épanouir. On n'est pas sorti, plusieurs millénaires après l'homme de Bornéo, du malentendu préhistorique qui confond l'art et la religion.

Les décennies trente et quarante sont sans conteste l'une des plus glorieuses périodes qu'Haïti ait connues au cours de son existence parfois bouleversée. C'est aussi l'époque où la première République noire indépendante du nouveau monde allait faire une seconde percée sur le plan international ; cette fois sur le plan artistique. En 1943, Antalcidas Murat arrive dans le Jazz des Jeunes, en 1945 la peinture populaire haïtienne s'impose au Centre d'Art Haïtien et une année après, Dumarsais Estimé arrive à la magistrature suprême. Le pays va alors connaître des avancées considérables sur le plan de l'amélioration de son image et de sa perception.

Dans cette euphorie, le monde et plus particulièrement les réseaux artistiques d'Amérique du Nord avaient les yeux rivés sur le pays de Caonabo et de Mackandal. C'est dans ce contexte qu'il faut appréhender les visites répétées des artistes, des anthropologues, des intellectuels, des politiques et d'autres catégories sociaux venus de par le monde. La célèbre danseuse Katherine Dunham, jeune anthropologue, issue de l'Université de Chicago, n'a pas

Suite à la page (19)